

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2347 - JEUDI 2 JUILLET 2015



Le siège de l'Intertédéral du MLC à Kinshasa

Message du chef de l'État

Le MLC toujours pas convaincu du bien-fondé du dialogue

Pour le Mouvement de libération du Congo, les questions soulevées par le président Joseph Kabila dans son propos du 29 juin notamment celles liées au cadre macro-économique, à la sécurité du territoire national et à la décentralisation, ont été coulées dans les 679 recommandations des concertations nationales tenues en 2013. Aussi, ces questions ne méritent aucun intérêt en dehors du cadre institutionnel et constitutionnel en vigueur.

Concernant les élections, ce parti politique estime que la gestion du calendrier électoral global est une compétence exclusive de la Céni, « *qui est un organe indépendant dont les prérogatives ne peuvent être en aucun cas aliénées ou subordonnées à un autre organe, y compris la présidence de la République* ». Bien plus, ajoute le MLC, le financement des élections ne peut faire l'objet de compromis, « *surtout lorsqu'il s'agit d'énervier la Constitution* ».

Page 12

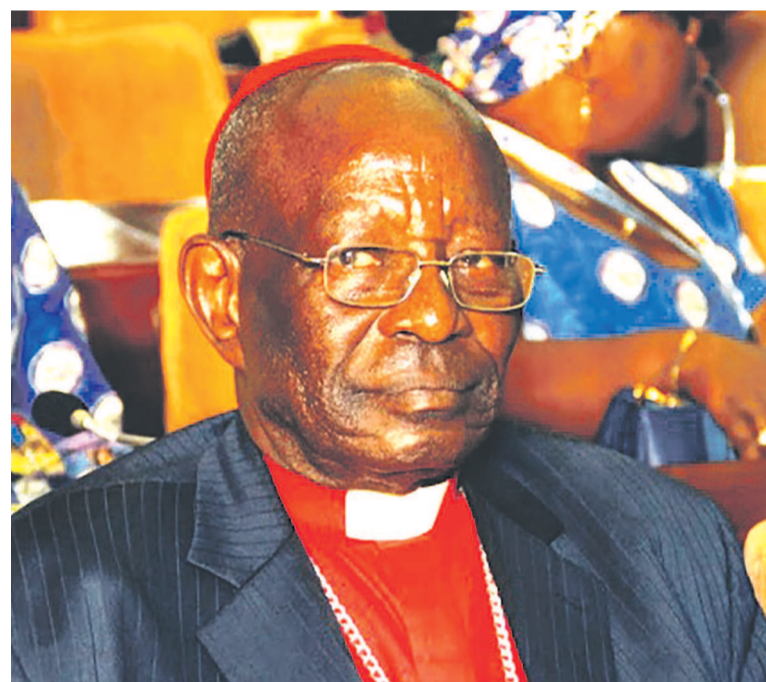
Dialogue

Mgrs Laurent Monsengwo
et Marini Bodho, virtuels
médiateurs

Le chef de file de l'opposition nationaliste, Steve Mbikayi a proposé mardi une co-médiation 100% congolaise composée de ces deux personnalités religieuses pour conduire les travaux. Pendant que l'opposition extrémiste incarnée par le trio MLC-UNC-ECIDE continue à faire une fixation sur le schéma édicté par l'Accord-cadre d'Addis-Abeba entérinant la médiation internationale, celle modérée pilotée par le Parti travailliste soutient

une approche privilégiant un arbitrage exclusivement national. Pour cette frange de l'opposition congolaise qui considère la communauté internationale comme « *un club de colonisateurs des temps modernes* », il y a de quoi relativiser sur sa neutralité dans de telles assises au regard surtout de ses prises de position partisans par rapport à la marche du pays.

Page 14



Mgr Marini Bodho

HÔPITAL BIAMBA MARIE MUTOMBO

Des soins gratuits au bénéfice des malades

L'Hôpital Biamba Marie Mutombo (HBMM) entame, dès ce 2 juillet, la prise en charge médicale gratuite des patients souffrant de myomes, de cataractes, et de problèmes

orthopédiques, etc. Pour les malentendants particulièrement, en plus d'exams et autres soins, ils bénéficieront de prothèses auditives. Une équipe de spécialistes

venus des États-Unis d'Amérique se chargera des opérations de cataractes tandis que l'Ong des femmes orthopédistes dénommée « Wogo » s'occupera des interventions ortho-

pédiques. HBMM a également reçu des spécialistes en gynécologie et urologie venus du Sénégal et de la France qui ont procédé aux interventions urogénitales en faveur

des femmes porteuses de fistules. L'hôpital a offert ses équipements et ses installations pour ces opérations soutenues par le Fonds des Nations unies pour la population. Page 13

FPM

La 5^e édition du Forum accès au financement a tenu ses promesses

Dans le vif des échanges de la rencontre qu'a abritée l'Université protestante du Congo le 27 juin, près de quatre cents entrepreneurs actifs ont été outillés sur la manière de procéder pour se financer en évitant de se surendetter mais aussi

informés à propos des innovations disponibles en termes de services bancaires. Ils ont été aussi édifiés sur le raffinement à mettre en œuvre afin de fidéliser la clientèle et les obligations fiscales auxquelles il convient de se soumettre pour s'assurer

un meilleur rendement dans leurs sphères d'activités.

Le Forum accès au financement (FAAF) organisé par le Fonds pour l'inclusion financière en RDC (FPM) s'inscrit dans le cadre de l'appui non financier apporté aux

Micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Ce volet de formation dont la pertinence a été démontrée au vu de l'intérêt manifesté par les participants évalués à près de quatre cents entrepreneurs, aura été une réussite. Page 13

ÉDITORIAL

Rappel

À ceux qui seraient tentés de gommer le passé, les propos pour le moins directs, tenus par les ex-combattants Ninjas, samedi à Kinkala, en présence du Président de la République, sonnent comme un avertissement. Ils rappellent qu'il y a deux décennies à peine, en 1993-1994 puis en 1997-1998, de jeunes Congolais, manipulés par des responsables politiques sans foi ni loi, se livrèrent à de terribles exactions dans le Pool et ailleurs. S'ils rejettent toute idée d'un nouveau recours à la violence, ces mêmes propos sonnent aussi comme un avertissement pour ceux qui seraient tentés d'oublier cette terrible page de notre Histoire.

Le propos est en effet très clair : qu'ils soient favorables ou hostiles au changement de la Constitution qui nous régit, les citoyens congolais doivent pouvoir se prononcer librement. Dès lors que le peuple congolais sera consulté directement par voie référendaire, ceux qui s'opposent à tout changement sous des prétextes divers feront bien de s'abstenir d'agir comme ils le firent dans le passé en tentant de dresser la société civile contre les autorités de la République. Parce que rien de ce qui s'est passé chez nous, il n'y a pas si longtemps, n'est oublié, à commencer par la main tendue par le Président de la République qui mit un terme définitif à la guerre civile, la seule attitude possible est celle du choix citoyen par la voie des urnes.

Alors que certains songent à mobiliser la rue pour tenter d'influer sur la suite des événements, ce rappel qui vient des ex-combattants ninjas et qui s'exprime de façon claire en plein cœur du Pool ne laisse place à aucun doute : le Congo n'est pas prêt à sombrer à nouveau dans le chaos que l'inconscience des politiques provoqua tout au long de la dernière décennie du siècle précédent ; il choisira donc librement et sans contrainte le mode de gouvernance qui lui paraît le mieux adapté à ce qu'il vit aujourd'hui et à ce qu'il attend pour demain. Dans ce contexte apaisé, chacun est libre de dire ce qu'il pense, mais nul ne saurait imposer à la nation sa volonté en provoquant de nouveaux désordres sur la voie publique.

L'avertissement est clair, précis, sans appel. Voyons s'il sera entendu par ceux qui s'agitent dans l'ombre ou hors de notre pays pour tenter d'influer sur le cours de l'Histoire.

Les Dépêches de Brazzaville

DIALOGUE NATIONAL

«Le président a donné la réponse attendue », déclare Pierre Ngolo



Pierre Ngolo, au centre

Dans une interview qu'il a accordée à la presse le 1er juillet à Brazzaville, le secrétaire général du Parti congolais du travail a salué l'acte que vient de poser le Chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso, en annonçant la tenue d'un dialogue national sans excusif du 11 au 15 juillet.

« Aujourd'hui, le président de la République a donné la réponse attendue par la plupart des citoyens. Au PCT comme au niveau de la majorité présidentielle, nous ne pouvons que saluer cet acte qu'il vient de poser et qui est à inscrire dans le cadre de son action constante dans la gestion du pays », a déclaré Pierre Ngolo. Selon lui, le Président de la République, fort de l'expérience qui est la sienne, a toujours donné la priorité au dialogue et à l'échange. Pour le secrétaire général du PCT, il est tout à fait normal que les interrogations que se sont posées les acteurs politiques, les confessions religieuses et la société civile,

trouvent leurs réponses dans un cadre qui permette aux uns et aux autres de s'exprimer en toute sérénité.

Pierre Ngolo a pris acte de la décision du Président de la République et pense que l'occasion est offerte à nos compatriotes de se retrouver, de creuser la réflexion et d'apporter des réponses. Ces réponses peuvent être positives ou négatives mais elles auront été formulées en toute responsabilité en ayant pour priorité le Congo, sa démocratie et son évolution, a ajouté le secrétaire général du pct. Interrogé sur la position radicale qu'affiche l'UPADS sur cette question, Pierre Ngolo a rappelé que ce parti est un parti de Gouvernement qui a une responsabilité dans la gestion du pays et que le fait d'avoir opposé une fin de non-recevoir à l'appel du Chef de l'Etat sur les consultations présidentielles est déplorable. « On sait ce que le radicalisme a produit comme effet hier

dans ce pays. Il est temps qu'on tire les enseignements et que l'on comprenne que pour l'intérêt du pays, nous devons tous faire l'effort de cultiver la tolérance et d'accepter les changements », a-t-il indiqué.

Pour Pierre Ngolo, « on ne peut pas arrêter de se parler tant qu'il y a des problèmes et tant qu'on a la charge de la République sauf à prendre l'option de la violence. Or, cette option est à bannir définitivement ».

Le Congo, a-t-il rappelé a déjà trop souffert de la violence et il faut qu'on tourne le dos à cette logique de la confrontation qui fait reculer le pays. « C'est sûr qu'on ne se comprendra pas toujours mais l'effort doit être fait pour que la compréhension soit au rendez-vous et quelle que soit l'ampleur des contradictions, la solution passe par le dialogue, l'écoute et la tolérance », a-t-il conclu.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

VIE DES PARTIS

Le CPR met en place les instances de la Bouenza

Dans le cadre de la vulgarisation de la politique de son parti, le président du Club perspectives et réalités (CPR), Aimé Hydevert Mouagni a effectué du 26 au 29 juin, une tournée dans le département de la Bouenza, notamment dans les localités de Mouyondzi et Nkayi. Dans ces deux villes, le président du CPR a eu des rencontres citoyennes avec les populations avant de procéder à la mise en place des instances dirigeantes du parti.

À Mouyondzi, première étape de cette tournée, le président du CPR a rencontré les habitants du village Kimfikou situé à 7km de Mouyondzi centre où il a demandé à ses militants de « *bannir les clivages ethniques, claniques et régionalistes* », l'objectif du CPR, étant de rassembler tous les fils et filles du Congo.

Il a insisté sur les dangers du tribalisme, du régionalisme et surtout du repli identitaire qui, selon lui, « *constituent non seulement un frein au progrès et au développement du Congo mais limitent l'esprit de créativité des Congolais* ».

« *Nous devons penser Congo et non privilégier nos ethnies et nos départements* », a ajouté le président du CPR pour qui, l'appartenance à une ethnie ou à un département donné ne veut rien dire lorsqu'on veut du bien-être de ses concitoyens. « *Un originaire de la Bouenza peut résoudre les problèmes des natifs des Plateaux par exemple et ainsi de suite* », a-t-il déclaré en substance.

Prenant son propre exemple, l'orateur a dit que « *je suis de père vili, de mère Mbochi. Mais je suis bémbe de cœur et lari d'esprit* », et d'ajouter, « *Je ne sais pas moi-même, qui suis-je en définitive* ».

Aimé Hydevert Mouagni et les autres dirigeants de son parti, ont ensuite procédé à la mise en



Aimé Hydevert Mouagni s'adressant aux populations de Mouyondzi

place du bureau fédéral du département de la Bouenza, qui aura à sa tête Bambi Briand. S'en est suivi la remise d'un échantillon du matériel aratoire au nouveau bureau.

Après l'étape de Mouyondzi est arrivé le tour de la ville de Nkayi où les militants du

CPR ont écouté le message de paix et d'amour du président Aimé Hydevert Mouagni. Dans le débat qui s'est instauré au sujet du changement de la Constitution du 20 janvier 2002, l'orateur a déclaré entre autres que « *c'est son parti qui a eu l'idée de changer ce*

texte à cause de son régime présidentiel. Ce texte, a-t-il indiqué concentre trop de pouvoirs, il nous faut un nouveau pour remédier à

bet, ont fait savoir qu'ils ont favorablement accueilli l'implantation du CPR dans le département. Ils ont remercié de tout cœur la direction du parti avec

cette faille. Mettre en place un autre qui consacra la séparation des pouvoirs ».

S'adressant à leur tour au président du CPR, les représentants des jeunes et des femmes de ce parti, Bienvenu Mvouti et Augustine Ngoma Lem-

à sa tête, Aimé Hydevert Mouagni pour l'intérêt qu'il porte sur cette partie du pays, tout en réitérant leur attachement aux idéaux de paix, de stabilité, d'unité nationale et de lutte contre les antivaleurs prônés par le président du parti.

Jean Jacques Koubemba

DÉVELOPPEMENT

Le Congo et la Fao s'allient en faveur de la recherche agricole

Avec l'assistance technique de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Institut national de recherche agronomique sera doté d'un cadre d'intervention et de plaidoyer réactualisé.

La représentante de la FAO, Suze Percy Filippini, a signé le 30 juin à Brazzaville, le document de projet « Appui à l'actualisation du plan directeur de la recherche agricole », avec le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Bruno Jean Richard Itoua.

L'institution bénéficiaire travaille depuis 2006 sur ce projet qui vient d'aboutir grâce à la force de proposition qu'elle a été pour aider les décideurs dans le choix et les orientations politiques.

« *Il est évident que les décideurs prennent un peu de temps pour percevoir le bien fondé de nos propositions. Mais nous devons persévérer dans l'action d'explication, de persuasion. (...) l'histoire nous enseigne que les nouvelles idées ne sont pas toujours acceptées facilement surtout si elles mettent en cause des assertions faites par les élites de la discipline* », a expliqué le directeur général de l'institution bénéficiaire, Grégoire Mbani.

Ainsi, ce plan donnera un

cadre institutionnel qui permettra la mise en cohérence des programmes de recherche agricole exécutés par tous les acteurs du système national de la recherche agricole.

Selon la représentante de la FAO, ce document facilitera une concertation permanente des parties prenantes pour mieux cerner les problématiques, mutualiser les ressources et mettre en synergie leurs actions afin d'éviter les duplications.

Nantie de son expérience de terrain accumulée durant de longues années, la FAO devra servir de point de départ pour une analyse et une structuration efficaces du système national de la recherche agricole du Congo.

Aussi, actualiser le plan directeur de la recherche agricole signifie reconstruire le système national de la recherche agricole. Un travail qui aboutira à un plan pour améliorer l'accès aux technologies et aux innovations, en ce qui concerne la productivité agricole et halieutique dans le cadre de la réforme institutionnelle.

L'étude sera menée par les cadres nationaux, appuyés des consultations internationales et les services techniques de la FAO. Ce document de plan directeur de la recherche agricole devrait être préparé en concertation avec toutes les parties prenantes. Ces derniers sont les quatre groupes

suivants identifiés : les bénéficiaires finaux (population congolaise) ; des services publics impliqués dans la recherche ; le secteur privé ; et les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales et les organisations des producteurs.

Notons que la signature du protocole d'accord sur l'actualisation du plan directeur de la recherche agricole a été un acte concret liée à la journée de la renaissance scientifique en Afrique, célébrée au Congo autour d'une conférence débat sur le manioc. « (...) C'est un signe fort du développement de la coopération entre notre pays et la FAO », a conclu Bruno Jean Richard Itoua.

Nancy France Loutoumba

airtel

LE MOMENT
DE VIVRE TON RÊVE.
C'EST MAINTENANT.

afrique.airtel.com

YAYA TOURÉ | JOUEUR AFRICAIN DE L'ANNÉE

Le Monde

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« En politique, on n'est jamais fini. Regardez-moi! »

Alain Juppé, ancien Premier ministre français, Libération, le 18 novembre 2013.

« Dépenser pour garder le rythme du passé, sans tenir compte de la nouvelle donne, peut conduire à la catastrophe. »

Gilbert Ondongo, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, Assemblée nationale, jeudi 18 juin 2015

« Certains pays, comme le Canada, ont mis une centaine d'années à se développer, à instituer un régime démocratique qui fonctionne alors qu'on demande à l'Afrique de tout faire en 10 ans. C'est irréaliste »

Charles Sirois, homme d'affaires canadien (télécommunications), Afrique Expansion, 27 novembre 2014

« Le rapport de forces n'est ni un tabou ni un gros mot mais il est le quotidien. »

Savine Bernard, avocate, membre fondateur de l'association Loysel-Tiennot Grumbach, Humanité, 25 juin 2015

« La raison et le droit cèdent aux assauts de l'amalgame : étranger, clandestin, parasite, terroriste. Cette politique désastreuse est un fiasco. »

Dr Françoise Sivignon et Dr Adrian Junca, Médecins du Monde, Humanité, 03 juin 2015

FORMATION PROFESSIONNELLE

ADIAC ouvre ses portes aux étudiants de l'académie des Beaux-arts

Dans le cadre de leur formation professionnelle, quelque 44 étudiants de l'académie des Beaux-arts de Brazzaville, ont visité entre mardi 30 juin et mercredi 1^{er} juillet, l'imprimerie, le centre infographique et la rédaction des Dépêches de Brazzaville.

La visite guidée des installations de l'Agence d'information d'Afrique centrale (ADIAC), s'est déroulée conformément aux normes académiques : « nous avons fait visiter 22 étudiants mardi ; et la dernière vague de 22 autres, est passée ce mercredi », a expliqué un des formateurs, Armand Moukouri, ingénieur des arts graphiques. Parmi les apprenants, on remarque un nombre important des étudiantes, « des femmes qui ont l'envie d'apprendre », constate un responsable de l'agence. L'objectif de cette activité académique, souligne Armand Moukouri, est de renforcer les capacités des futurs professionnels dans leur domaine respectif, et essentiellement de combler la carence

dans ce secteur d'activité au Congo. « J'ai vu qu'au Congo, il manque de main-d'œuvre qualifiée dans le domaine de l'imprimerie. L'unique installation de référence dans le pays, ce sont Les dépêches de Brazzaville. C'est pourquoi

nels qui s'y trouvent. « Les Dépêches de Brazzaville, c'est vraiment une maison qui est équipée. Je sens qu'il y a des professionnels ici qui sont qualifiés dans leur domaine. Cela a permis à nos étudiants de renforcer leurs



Photo de famille

notre direction a bien voulu contacter l'ADIAC pour qu'on emmène nos étudiants sur place et qu'ils concrétisent leur formation », a fait savoir Moukouri.

L'ingénieur congolais a par ailleurs salué la qualité des installations de l'ADIAC, ainsi que la disponibilité des profession-

capacités », a confié le graphiste Armand Moukouri. L'académie des Beaux-arts est un établissement supérieur de formation professionnelle, intervenant dans plusieurs domaines comme l'imprimerie, l'audiovisuel, la peinture, la musique, l'infographie, etc.

Fiacre Kombo

ASSOCIATION

L'Initiative idées et actions fait sa sortie officielle

Cette association juvénile, qui œuvre en faveur de la paix et de l'unité nationale, a fait sa sortie officielle en fin de semaine, au cours d'une cérémonie solennelle organisée à la préfecture de Brazzaville.

Dirigée par André Michel Ikongo Okiélé, l'association Initiative idées et actions (2.I.A), est un espace regroupant en majorité des jeunes brazzavillois. Cette initiative juvénile a pour objectif de regrouper les jeunes congolais, qui constituent

une force car représentant actuellement près de 80% de la population, en vue de créer des conditions propices à leur émancipation multiforme. Toutefois, ces jeunes sont bien conscients que la paix est l'objectif principal à atteindre. « La paix, nous devons le comprendre tous, est l'exigence de toute émergence, car il n'y a pas de développement sans elle. Sans la paix, l'agriculture ne peut prospérer, le renchérissement et le chômage ne

peuvent être maîtrisés, les acquis du travail réalisé ne peuvent être sauvegardés », a indiqué le président de cette association, André Michel Ikongo Okiélé. Au sujet du débat sur la constitution, question qui continue de défrayer la chronique, la 2.I.A appelle à l'apaisement et invite le chef de l'Etat à convoquer un dialogue national inclusif afin de trouver un consensus qui épargnerait le Congo des débordements.

Firmin Oyé

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact: 05 532 01 09
Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Techniques de rédaction administrative	4 jours	6 au 9 juillet 2015
Bilan de compétences et plan de carrière	4 jours	13 au 17 juillet 2015
Construire sa stratégie logistique	4 jours	21 au 24 juillet 2015
Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements	4 jours	21 au 24 juillet 2015
La gestion de la relation client (GRC ou CRM) : enjeux et fondamentaux	3 jours	28 au 30 juillet 2015

* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



Une expertise à votre portée

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE

LUTTE CONTRE EBOLA

Le Congo arme ses prestataires de santé

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan national de prévention et de préparation à la riposte contre la maladie à virus Ebola, le gouvernement congolais a lancé, le 1^{er} juillet, en partenariat avec l'Unicef et la Fondation SNPC, la formation des prestataires de santé sur cette pandémie

La formation dont le coup d'envoi a été donné officiellement à Brazzaville, se déroulera simultanément dans la ville capitale, à Pointe-Noire et dans la Cuvette-Ouest. Le but étant de renforcer les capacités des prestataires de santé en matière de prise en charge des cas de maladie à virus Ebola, de communication et d'hygiène. Au cours de ces ateliers, les participants recevront des enseignements à trois niveaux. Le premier niveau, destiné aux médecins, aux infirmiers, aux techniciens de laboratoire, ainsi qu'aux agents d'hygiène et de surveillance épidémiologique, est consacré à la prise en charge des cas suspects ou confirmés dans les formations sanitaires. Le deuxième niveau concernera les équipes multidisciplinaires de contrôle et de détection des cas aux frontières. Enfin le troisième, dit communautaire, est réservé à la sensibilisation sur la maladie à virus Ebola et au suivi d'éventuelles personnes-contacts dans les communautés.

Le représentant de l'Unicef au Congo, Aloys Kamuragiye, a rappelé que les acquis par les prestataires de santé suite à ces formations leur permettront d'avoir confiance en eux-mêmes. Ceci pour non seulement prévenir cette maladie, mais aussi pour ne pas accéder à la panique lorsqu'il s'agira,

en cas de nécessité, de prendre en charge les malades ou ceux qui ont succombé à la maladie. « *Je saisis cette occasion pour inviter tous les acteurs du développement du Congo à apporter leur contribution à la prévention ainsi que la préparation à la riposte contre ce fléau car la maladie à virus Ebola est comme l'épée de Damoclès suspendue au-dessus des pays africains* », a-t-il invité.

De son côté, le secrétaire général de la Fondation SNPC (Société nationale des pétroles du Congo), Pascal Itoua Oyona, est revenu sur la position géographique du Congo qui est un pays de transit. « *Nous passons ce jour à une phase très opérationnelle. La Fondation s'en réjouit particulièrement car l'une de ses vocations est de répondre présente aux nécessités de santé publique chaque fois que les circonstances le commandent et que ses moyens financiers le lui permettent* », s'est-il réjoui.

« **La menace d'écllosion d'une épidémie importée ou interne est bel et bien réelle** »

Présidant la cérémonie d'ouverture, le directeur du cabinet du ministre de la Santé et de la population a rappelé que le pays ne devrait pas baisser la garde même si jusque-là il n'a été enregistré



Remise des kits de prévention

aucun cas de maladie. « *La menace d'écllosion d'une épidémie importée ou interne est bel et bien réelle. Le Congo a déjà été confronté à quatre reprises à la maladie à virus Ebola, et le bilan en vies humaines a été lourd. Chaque fois, notre pays a réussi à contrôler et à éradiquer cette épidémie grâce à la détermination du gouvernement et des professionnels de santé* », a fait savoir

Jean Philippe Gakosso.

La seule arme efficace dont on dispose présentement reste la prévention. C'est ainsi, qu'il a exhorté les participants à accorder une attention particulière à cet atelier, destiné à fournir des armes nécessaires de prévention et la prise en charge des cas déclarés. « *Avec l'organisation des 11es jeux africains en septembre dans notre pays, la mise en œuvre*

du plan de préparation et de riposte à l'épidémie d'Ebola revêt un caractère important pour le gouvernement qui a la responsabilité d'assurer la protection des populations et de toutes les nombreuses délégations africaines attendues », a conclu le directeur de cabinet.

Rappelons que l'Unicef, la SNPC et le ministère de la Santé avaient signé le 9 janvier à Brazzaville une convention de partenariat dans le cadre de l'accélération de la préparation à la riposte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola. À travers cet accord, la SNPC s'était engagée à apporter, par le biais de sa fondation, une somme de 102 millions FCFA. De son côté, l'Unicef, devrait apporter son expertise et son soutien dans la mobilisation des partenaires en vue de la mise en œuvre du plan de contingence élaboré par le Congo.

Parfait Wilfried Douniama

OMS/AFRO

Un échange sur l'amélioration du système pharmaceutique

Entre experts de santé, la rencontre sur le renforcement des systèmes pharmaceutiques et l'amélioration de l'accès aux médicaments de qualité dans les pays d'Afrique Caraïbe Pacifique (ACP) a été ouverte le 1^{er} juillet, à Brazzaville au siège de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) Afrique

Du 1 au 3 juillet, plusieurs les représentants des ministères de la Santé, des conseillers pharmaceutiques de l'OMS et les communautés économiques régionales venues de différents pays impliqués dans la mise en œuvre du partenariat renouvelé entre l'Union européenne, les pays de l'ACP et l'OMS.

L'objectif est de discuter sur les défis et les opportunités dans les pays pour la mise en œuvre des activités du partenariat.

La réunion vise aussi à appuyer les pays dans l'atteinte des objectifs du partenariat sur la base des résultats de la revue à mi-parcours, ainsi qu'à fournir des orientations aux conseillers pharmaceutiques de l'OMS pour renforcer leur rôle dans le pays en matière de dialogue politique dans le secteur pharmaceutique. En effet, différentes communications sur les thèmes ont été faites à cette occasion. Un autre temps fort des travaux a été celui du partage d'expériences sur le progrès et les meilleurs pratiques ; les défis et opportunités dans la mise en œuvre des activités du partenariat ; les résultats de la revue à mi-parcours et les pistes pour améliorer la collaboration inter-pays et inter- ACP à travers le projet.

Parmi celles-ci, figurent, également les initiatives régionales avec d'autres parties prenantes, les orientations pour le prochain rapport et le partage d'expériences sur la manière d'accroître la visibilité des activités du partenariat dans les pays et de s'accorder sur les nouveaux domaines d'intervention, d'activités prioritaires et d'approche méthodologique.

Outre ces échanges, les discussions ont porté sur la bonne gouvernance et transparence dans le secteur pharmaceutique, le développement de politiques de prix et de remboursement par les systèmes d'assurance santé ainsi que la sélection des médicaments essentiels et les systèmes nationaux d'approvisionnement.

Lydie Gisèle Oko

DECRYPTER l'économie africaine



<http://magazedelafrique.com>

Également disponible
sur l'App store et l'Android market

<http://africanbusinessmagazine.com/subscribe/>

MÉDIAS

L'agence Xinhua veut développer sa coopération en Afrique

En rapport avec le développement des nouveaux médias, l'agence Chine nouvelle (Xinhua), une institution du gouvernement chinois, se montre plus que déterminée à élargir son champ d'action dans le continent africain où elle a déjà signé des accords dans le cadre d'un échange d'informations.



Réunion de concertation entre les journalistes africains et l'équipe rédactionnelle de Xinhua

A l'issue d'un échange ce mercredi avec des journalistes africains au siège de cette agence à Beijing, les responsables du premier médias chinois créé le 7 novembre 1931, ont indiqué que l'objectif visé est de devenir le premier au niveau mondial.

Selon son vice directeur et éditeur en chef, Zhao Peng, le développement des médias à l'ère du numérique justifie cette ambition qui demande une amélioration des nouveaux services tels que ceux de la télévision mobile.

« A partir du premier semestre de l'année prochaine, notre agence prévoit de nouer de nouveaux partenariats de coopération avec les pays africains pour développer le service de la télévision mobile » a précisé Zhao Peng, précisant que 50 millions de personnes utilisent le service de la télévision téléchargeable en Chine.

Avec un réseau de correspondants basés dans plus de 20 bureaux en Afrique, notamment au Congo, Xinhua qui diffuse des milliers de dépêches par jour et dans sept langues étrangères, y compris le chinois, entend œuvrer pour la publication des informations justes et fiables concernant le continent noir. « Travailler en étroite collaboration avec les médias africains grâce à des partenariats nouveaux permettra de porter la voix de l'Afrique plus haut et plus loin. Tel est notre objectif », a-t-il indiqué.

De notre envoyé à Beijing, Guy-Gervais Kitina

ANNONCE

Nous vendons une briqueterie neuve

Contact :

06 912 82 82

MIGRATION

Le nombre des candidats en augmentation de 80% en 2015

Le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (Unhcr) a rendu public, ce mercredi 1^{er} juillet, un rapport étayant les statistiques des migrants ayant traversé la méditerranée durant le premier trimestre 2015. Ce rapport souligne que comparativement à l'année 2014, le nombre des migrants qui ont franchi la méditerranée a augmenté de 80% cette année et atteint environ cent trente et sept mille personnes.

Selon cette expertise, la situation devrait s'empirer durant la seconde moitié de l'année 2015. D'autant plus que, les passeurs clandestins redoublent d'activité en été. « En 2014, environ deux cent dix neuf mille migrants avaient été comptabilisés sur l'ensemble de l'année, soit près de trois fois le nombre

de ceux constatés sur les seuls six premiers mois de la même année », précise le rapport.

Par ailleurs, l'étude précise que parmi les cent trente et sept mille migrants ayant traversé la Méditerranée pendant les six premiers mois de l'année en cours, la majorité fuyait les guerres, les conflits et les persécutions. Car, un tiers des hommes, femmes et enfants qui ont rejoint par la mer la Grèce ou l'Italie, cette année arrivent de Syrie, pays ravagé par la guerre depuis 2011. « Les personnes fuyant la violence persistante en Afghanistan et le régime répressif en Erythrée représentent 12% des arrivées. La Somalie, le Nigeria, l'Irak et le Soudan sont les autres principaux pays d'origine des migrants », indique encore le rapport. Le rapport signifie également qu'environ mille huit cent soixante et sept personnes auraient péri durant les six premiers mois de

l'année 2015. Ceux-ci tentaient de traverser la méditerranée et, dans des conditions souvent périlleuses comme l'on a constaté ces derniers mois, le naufrage de plusieurs navires utilisés par les passeurs.

En conclusion, le rapport relève cependant, un changement dans les itinéraires des migrants. Car, le trajet de la Turquie vers la Grèce supplante désormais celui entre l'Afrique du Nord et l'Italie.

« La Grèce a enregistré, sur les six premiers mois de 2015, soixante-huit mille six arrivées, contre quarante et trois mille cinq cent sur l'ensemble de l'année 2014. L'Italie, qui a vu arriver l'année dernière cent soixante et dix mille migrants et réfugiés sur ses côtes, a enregistré soixante-sept mille cinq cent arrivées au premier semestre 2015 », conclut cette étude du Unhcr.

Rock Ngassakys



World Food Programme

Programme Alimentaire Mondial

Programa Mundial de Alimentos

برنامج الأغذية العالمي

ANNONCE

N°RFP/PROC/008/2015

La représentation du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies en République du Congo a le plaisir de porter à la connaissance du public qu'elle recherche une société de recrutement spécialisée à la mise à disposition de personnel pouvant gérer sa flotte automobile (véhicule lourds).

Missions principales :

Mise à disposition de personnel temporaire de nationalité congolaise ayant pour profil mécanicien et chauffeur mécanicien.

Pour cela, les entreprises intéressées peuvent s'adresser au bureau du Programme Alimentaire Mondial (PAM) à Brazzaville sise Avenue Général De Gaulle, derrière l'ICF ex Centre Culturel Français (voir tableau d'affichage à la guérite du PAM) pour récupérer gratuitement ledit appel d'offres.

Si vous avez des questions à nous poser, n'hésitez pas à vous rapprocher de nos bureaux ou nous contacter à l'adresse email suivante brazzaville.procurement@wfp.org

Veillez par ailleurs noter que la date limite de la réception des offres est fixée au 15 juillet 2015.

Fait à Brazzaville, le 23 juin 2015

David Bulman
Représentant et Directeur de Pays

Assurances et Réassurances du Congo

Assurances Incendie
Assurances Transport
Assurances Multirisques Habitation
Assurances Glaces Tempête
Assurances Responsabilité Civile

Assurances Santé
Assurances Combustion
Assurances Inondation
Assurances Voyage
Assurances Diverses

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Agence RDC : Avenue Général de Gaulle - Brazzaville - Tél : (+242) 33 39 12 89 / 33 39 13 98
Agence PDR : 123, Avenue Tervilé - Libreville - Tél : (+242) 23 28 14 83 / 23 28 15 88
Email : agence@ar Congo - www.ar Congo

EDUCATION POUR TOUS

2,3 milliards de dollars pour scolariser les enfants issus des pays en guerre, selon l'Unesco

L'institution onusienne a annoncé le 29 juin qu'environ 34 millions d'enfants et d'adolescents ne sont pas inscrits à l'école dans les pays en conflit, comme la Centrafrique, le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo...

« Retourner à l'école est peut-être la seule lueur d'espoir et le seul signe de normalité pour beaucoup d'enfants et de jeunes des pays en crise. Quand survient une crise, l'éducation doit être considérée comme un élément de réponse immédiate et doit faire partie de toute stratégie de consolidation de la paix », a confié Irina Bokova, la directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, l'enfance, la science et la culture (Unesco).

Pour les enfants et les adolescents les plus pauvres, explique la directrice de l'Unesco, la probabilité de ne pas être scolarisé est deux fois plus grande dans les pays en conflit que dans les pays en paix. Pour cela, elle appelle les donateurs internationaux à mobiliser 2,3 milliards de dollars nécessaires pour les scolariser, « soit un montant dix fois supérieur à la part de l'aide humanitaire actuellement consacrée à l'éducation ». Le véritable problème est financier, et concerne tous les niveaux de l'enseignement, note un récent rapport de l'institution. « Cela fait un certain temps déjà qu'il aurait fallu définir un nouvel objectif pour orienter les financements vers l'éducation en période de conflit. Les objectifs actuels sont très insuffisants et ont pour effet de détourner l'attention des besoins réels des enfants et des jeunes sur le terrain », a dé-

claré le directeur du rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, Aaron Benavot.

La responsabilité des médias pointée du doigt

« Pour l'enseignement primaire, il faudrait une somme supplémentaire de 38 dollars par enfant dans les zones de conflit. Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, le montant nécessaire est estimé à 113 dollars par adolescent. Nous pouvons trouver ces fonds. La plupart d'entre nous n'auraient qu'à retourner leurs poches pour y trouver de quoi financer l'éducation d'un enfant », a ajouté Aaron Benavot.

En 2014, le secteur n'a reçu que 2% de l'aide humanitaire, à en croire le même rapport. « L'objectif de 4% défendu depuis 2011 serait encore insuffisant. En admettant qu'il ait été atteint en 2013, 15,5 millions d'enfants et de jeunes seraient malgré tout restés dépourvus de la moindre aide humanitaire pour leur éducation », a diagnostiqué le document onusien. Cependant, notent les experts de l'ONU, les médias accordent plus d'attention à certains pays qu'à d'autres. « Entre 2000 et 2014, plus de la moitié de l'aide humanitaire disponible pour l'éducation a été dirigée vers 15 appels aux dons sur 342 », ont-ils regretté, avant d'appeler les médias à jouer pleinement leur rôle dans

cette guerre contre l'analphabétisme.

En effet depuis 2013, beaucoup d'appels aux dons ne répondent pas à tous les besoins. Cette situation est tellement inquiétante qu'elle risque de compromettre les résultats espérés en matière d'objectifs mondiaux pour l'éducation définis en 2000. Selon l'ONU, seulement un tiers des pays au monde va atteindre ces objectifs.

Fiacre Kombo



Irina Bokova

TERRORISME

L'UA condamne l'assassinat du procureur général égyptien

Dans un communiqué, la présidente de la commission de l'Union africaine (UA), Nkosazana Dlamini Zuma, a dit avoir « appris avec consternation » l'attentat terroriste qui a causé la mort du procureur général de l'Égypte, Hisham Barakat, au Caire, le 29 juin. Réagissant à cette nouvelle, la présidente de la commission a condamné fermement « ce lâche attentat, qui ne peut être justifié en aucune circonstance ».

Rappelant que l'UA rejetait entièrement le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, Nkosazana Dlamini-Zuma a exprimé la solidarité de l'organisation continentale avec le gouvernement et le peuple

égyptiens. La commission ne ménagera aucun effort pour mettre en œuvre le cadre de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, indique la source. « La présidente de la commission souligne l'engagement de l'UA à continuer à œuvrer avec les États membres et l'ensemble de la communauté internationale, afin de faire face plus efficacement au fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique. À cet égard, la Commission n'épargnera aucun effort en vue d'assurer la mise en œuvre du cadre continental de lutte contre le terrorisme », précise l'UA.

Nestor N'Gampoula

COMPRENDRE l'Afrique qui bouge



<http://magazinedelafrique.com>

Également disponible sur l'App store et l'Android market

<http://africanbusinessmagazine.com/subscribe/>

BURKINA FASO

Poursuite du bras de fer entre le Premier ministre et le RSP

Après avoir manifesté leur mécontentement contre l'actuel Premier ministre, Isaac Yakouba, en tirant en l'air à l'intérieur de leur caserne lundi, les soldats du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) exigent maintenant la démission du chef du gouvernement ainsi que celle de tous les autres militaires du gouvernement de la transition.

Pour tenter de résoudre la crise entre ce régiment - pilier du pouvoir de l'ex-président Blaise Compaoré, dont la société civile et une partie des autorités gouvernant le Burkina Faso réclament la dissolution, le président burkinabé, Michel Kafando, a décidé de jouer la médiation.

Les malentendus entre le Premier ministre et le RSP ne datent pas d'aujourd'hui. En décembre, Isaac Zida avait demandé publiquement la dissolution du RSP avant de changer d'avis plus tard. « L'armée et le pays ont besoin du RSP », affirmait-il à la mi-juin devant l'Assemblée nationale.

Le quiproquo vient de resurgir suite à l'arrestation d'une dizaine des soldats et à l'audition de trois officiers du RSP par la gendarmerie. Ce qui a amené les soldats du régiment à manifester leur mécontentement. Ils dénoncent un « harcèle-

ment de certains dirigeants de la transition et de certaines organisations de la société ».

Hormis le Premier ministre, le RSP exige aussi la démission de 3 militaires au sein du gouvernement. Et en raison de la persistance de la crise, les discussions menées par le chef de l'État burkinabé, avec à ses côtés l'ancien président Jean Baptiste Ouedraogo et l'ex-chef d'état-major particulier de la présidence, le général Gilbert Diendéré, se poursuivent entre les parties concernées.

En février dernier, le RSP avait provoqué une brève crise politique en exigeant la démission du Premier ministre Zida, numéro 2 de ce régiment sous l'ancien régime dirigé par Blaise Compaoré. Considéré comme la troupe la mieux formée de l'armée burkinabé, ce régiment de près de 1500 hommes est fortement critiqué

par la population qui craint déjà pour sa sécurité. D'ailleurs, plusieurs organisations de la société civile réclament à cor et à cri sa dissolution.

Interrogé sur ce qu'il pense du RSP, Bruno Jaffré, spécialiste du Burkina Faso et biographe de Thomas Sankara a regretté le comportement des soldats qui en font partie en ces termes : « C'est quand même une des revendications principales du Conseil national de transition, de la société civile et de bien d'autres forces, que ce régiment change complètement et, qu'en tout cas, ces hommes qui sont responsables de beaucoup d'assassinats et d'exactions soient mis hors d'état de nuire et jugés » Et de poursuivre : « Si ces gens se comportent de cette manière, c'est qu'ils continuent de penser que le rapport de force est en leur faveur. Et c'est ce qu'ils doivent comprendre : que le rapport de force n'est pas en leur faveur »

Depuis la chute de Blaise Compaoré en fin octobre de



Le lieutenant-colonel Isaac Zida, Premier ministre de la Transition

l'année dernière après 27 ans de règne, le Burkina Faso est dirigé par un exécutif conduit par le président Michel Kafando, un diplomate à la retraite, et son Premier ministre le lieutenant-colonel Isaac Zida.

Ce régime de transition démocratique doit rendre les rênes du pays à un exécutif élu lors des présidentielle et législatives prévues au mois d'octobre prochain.

Nestor N'Gampoula



COGRAMAT

Promotion début saison sèche

-20% sur tous les tarifs publics

Jusqu'au 31 juillet 2015(*)

Tél : 06 688 20 48

(*) Dans la limite des stocks disponibles

Société Congolaise des Granulats
et Matériaux

Avenue de la Pointe Hollandaise
Mpila - Brazzaville

BURUNDI

La secrétaire générale de la Francophonie dénonce l'absence du dialogue

Dans un communiqué mardi, la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Michaëlle Jean, a par ailleurs regretté la tenue des élections législatives et municipales le 29 juin dernier dans ce pays.

Les conditions dans lesquelles les élections législatives et municipales se sont déroulées le lundi dernier compromettent la crédibilité du processus électoral en cours au Burundi. En effet, la rupture du dialogue, l'absence de compromis ayant entraîné un appel au boycott, le climat d'insécurité et de tension, l'impossibilité pour nombre de journalistes de couvrir librement le processus, la défection de hauts responsables d'importantes institutions burundaises, ainsi que le départ d'une centaine de milliers de réfugiés du pays ne sont pas sans jeter de discrédit à la politique du pays. Pour madame de la Francophonie, le dialogue ou la concertation constituent l'unique voie de sortie de cette impasse politique dans laquelle se trouve Bujumbura. « Cette crise compromet sérieusement les acquis démocratiques dans ce pays et menace gravement la stabilité du Burundi et de la région. L'échec de la médiation et par conséquent du dialogue constitue une dangereuse impasse », a regretté Michaëlle Jean.

Protéger les journalistes

La secrétaire générale de l'OIF appelle par ailleurs les autorités burundaises à tout mettre en œuvre pour garantir dans ces circonstances le « respect des droits et des libertés, ainsi que le respect de toutes les garanties du droit à la défense des personnes interpellées depuis le début de la crise ». Pour cela, l'OIF se dit prête à prendre part « à tout effort, toute initiative qui permettraient de contribuer à une solution durable à la crise au Burundi ».

Depuis le mois d'avril, les médias, surtout privés, ont été particulièrement visés par les violences politiques. Beaucoup sont des radios privées, des responsables de médias indépendants, qui sont obligés de fuir le pays pour se réfugier à l'étranger. « La Secrétaire générale souhaite que les journalistes ayant dû fuir leur pays puissent y retourner, que les autorités garantissent leur sécurité et autorisent l'accès et la réouverture des médias attaqués lors des événements autour du 13 mai dernier », a insisté le communiqué de Michaëlle Jean.

Plus de 100.000 Burundais ont déjà fui les violences dans leur pays pour se réfugier dans les pays voisins. Toutes les tentatives de dialogue initiées par la communauté internationale, n'ont pas jusqu'alors permis d'apaiser les tensions dans ce pays.

Fiacre Kombo

BANGUI

La présidente Catherine Samba Panza lance l'inscription sur la liste électorale

L'inscription sur la liste électorale a été lancée ce lundi 29 juin à Ngaragba, dans le 7^{ème} arrondissement par Catherine Samba Panza, présidente de transition. A travers cet acte, la présidente s'est fait inscrire elle-même. Une cérémonie qui a vu la participation des autorités locales, de la Minusca et quelques membres du gouvernement de transition. La cheffe de l'Etat s'est présentée avec son passeport. Elle a été enregistrée, filmée avec un numéro de code électoral en main. Après cette séance, elle était revenue reprendre son passeport et la copie d'une fiche. C'est ainsi que la présidente de transition a été enregistrée. C'est un processus qui dure environ dix minutes par personne. Après l'inscription de la présidente de la transition sur la liste électorale, plusieurs habitants de

la localité se sont précipités pour se faire inscrire. Les membres du démantèlement composés du président, du rapporteur et d'un rapporteur adjoint, portaient un dossard bleu.

Jules Guéré, président du comité de recensement électoral du 7^{ème} arrondissement de Bangui, souligne que toute personne qui ne se présente pas avec des pièces d'identification ou un témoin concordant, ne sera pas enregistrée. « *Maintenant, il appartient à tous les habitants du 7^{ème} arrondissement munis de leurs pièces d'identification de venir s'inscrire* », a-t-il ajouté.

Il a relevé lors de cette cérémonie que « *quelques personnes sont encore en formation afin de compléter l'effectif des agents recenseurs du 7^{ème} pour la couverture de tout l'arrondissement* », a-t-il dit. Joseph Tagbalé, maire du 7^{ème} arrondissement,

a indiqué qu'aucune personne inéligible ne pourrait s'inscrire sur la liste. « *Il y a des dispositions nécessaires qui ont été prises afin de détecter les personnes inéligibles* », a dit le maire.

Catherine Samba Panza, Cheffe d'Etat de transition, a interpellé tous les Centrafricains âgés de plus de 18 ans, à se faire enregistrer. « *C'est un devoir civique. Il appartient à tout centrafricain de prouver cette volonté patriotique à se faire inscrire sur la liste électorale. Je donne l'exemple aujourd'hui* », a-t-elle dit.

Le lancement officiel du recensement électoral a eu lieu ce lundi 29 juin, alors que l'autorité nationale des élections (ANE), a fixé cette date du 27 juin au 27 juillet 2015, sur toute l'étendue du territoire centrafricain

Des vendeurs du marché de la municipalité protestent contre leur relocalisation

Les commerçants du KM5 qui occupent le marché municipal ont manifesté ce mardi 30 juin 2015. Ils réclament de la mairie de Bangui l'annulation de la décision de leur relocalisation au stade Bonga-Bonga. Ils étaient plus de cinq cent commerçants à prendre part à cette manifestation devant le marché municipal. « *C'est la mairie qui nous a installés ici, on s'est convenu avec elle pour que nous regagnions le km5 après le désarmement et les élections. Et aujourd'hui elle nous demande de regagner le km5 alors que les conditions sécuritaires ne sont pas encore réunies* », a indiqué Anselme Bangui, délégué des commerçants du marché municipale. « *C'est plus de deux semaines que nos délégués sont en négociation avec la mairie et le ministère de l'Administration du territoire sur la décision*

prise. Mais depuis une semaine, nous n'avons pas de suite favorable », a relevé un autre manifestant.

Le RJDH a tenté en vain d'entrer en contact avec les autorités municipales de Bangui. Les agents rencontrés se réservent de tout commentaire.

Nord-ouest : des membres de la communauté musulmane regagnent le village de Gaga. Le village Gaga, une localité réputée hostile aux membres de la communauté musulmane, a accueilli un musulman qui s'est réfugié au Cameroun. Ce dernier a quitté cette région lors des affrontements inter communautaires.

Ce village est situé à 103 kilomètres de la ville de Boali. Et c'est depuis un mois que ce retour a été constaté. Hamadou Amndo, qui s'est réfugié au Cameroun témoigne être bien reçu depuis son retour. Il se réjouit de sa collaboration avec

les non musulmans de sa localité. « *Lorsque j'étais arrivé, j'ai été bien traité, car je suis chez moi. Et c'est mon pays, j'ai beaucoup souffert au Cameroun. C'est vraiment un plaisir pour moi de retrouver mes frères afin qu'on puisse vivre comme avant* », s'est-il exprimé.

Richard Bozando responsable des Anti-Balaka, un groupe armé qui a contribué au départ des musulmans, a souligné qu'il est important d'oublier le passé pour le bien de tous les Centrafricains. « *Nous étions tous victimes des derniers événements. C'est difficile de vivre à l'étranger; car on n'est mieux que chez soi. C'est pourquoi nous devons collaborer avec nos frères musulmans qui ont pris le courage de revenir au pays* », a-t-il lancé.

C'est depuis le début de cette année que des retours au pays s'organisent bien que mal.

NORD-EST

Manque de produits sur le marché de Ndélé

Les commerçants de Ndélé, ville du nord-est de la RCA, est confrontée à la rareté des marchandises. Une difficulté liée à la fermeture de la frontière entre la Centrafrique et le Tchad.

D'après le constat, les articles provenant de ce pays se font rares sur le marché. Hypolite André, commerçant à Ndélé déplore le trajet que font les commerçants pendant la saison pluvieuse, à la recherche des marchandises pour ravitailler les habitants. « *Il faut aller au niveau de la frontière, envoyé une personne connue par les tchadiens pour*

aller acheter les produits, ce qui fait que la quantité des produits ne suffit pas », a-t-il dit. La même source a précisé que pendant la saison sèche les commerçants se ravitaillent vers la ville de Kaga-Bandoro. Et pendant la saison pluvieuse la route qui lie à la préfecture de Nana-Gribizi est impraticable, ce qui les oblige à se tourner vers le Tchad où les conditions d'achat des marchandises sont difficiles. Cette difficulté entraîne la rareté et la flambée de prix de produits de premières nécessités sur le marché.

Source : Réseau des journalistes centrafricains pour les Droits de l'homme

NÉCROLOGIE

La famille Ndombele à la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, la disparition de Clémentine Amelia Ndonga (Mâ Ndonga) décès survenu le 23 juin 2015 à l'hôpital militaire Pierre Mobengo. La veillée mortuaire se tient au n°6, rue Haoussa à Poto-Poto-Brazzaville (quartier sénégalais, avenue des Beaux parents). L'inhumation aura lieu, le vendredi 3 juin 2015.

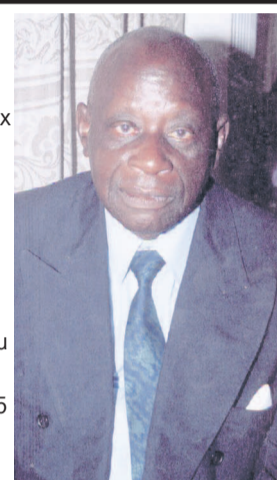


François Loemba, docteur Taty - Pambou Florent, Mme Tchiloumbou Cécile, onsiere Mavoungou Michel et la veuve Makosso et les enfants ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur frère, époux, père et grand-père l'Adjudant-chef à la retraite Jean-Paul Makosso survenu le dimanche 28 juin 2015 à l'hôpital général Adolphe Cissé.

La veillée mortuaire se tient au domicile du défunt sis au n° 42 Rue Bas-Kouilou, non loin du stade municipal de Pointe noire.

L'inhumation aura lieu ce samedi 04 juillet 2015 selon le programme ci-après :

9h : Levée du corps à la morgue municipale de Pointe-Noire
10h : Recueillement au domicile du défunt
14h : Départ pour le cimetière familial de Toupou (Tchissanga)
16h : Retour et fin de la cérémonie



IN MEMORIAM



2 juillet 2013 – 2 juillet 2015, cela fait deux ans que disparaissent : Mme Youdi Dianzinga Angélique et son fils Maixent Karl Nkounkou Youdi. La famille Youdi, Fernand, Aurélie, Udith Flore ne cesserons de remercier sincèrement les parents, amis et connaissances qui les ont soutenus lors de la douloureuse épreuve. Merci pour tout et une pensée profonde pour les êtres chers qui nous ont quittés.

Voici onze (11) ans jour pour jour que nous a quitté notre fille, soeur et mere Parfaite Pétronille Ossondzelet.

En ce jour de triste souvenir, la famille Ossondzele prie tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire ; Des messes seront dites du 2 au 11 juillet 2015 à 6h 15 en l'église Sainte-Rita de Moukondo. Nille, nous ne t'oublieront jamais. Que ton âme repose en paix.



JEUX AFRICAINS DE BRAZZAVILLE 2015

L'Algérie a mis la barre haut pour ses ambitions

L'Algérie rêve grand. Elle ne veut plus être piégée pendant les jeux du cinquantième. La délégation algérienne qui devra atteindre 500 personnes dont 400 athlètes s'est fixée comme objectif de dépasser la barre de 76 médailles gagnées lors de la dernière édition à Maputo en Mozambique.

Les autorités multiplient les stages et formations pour y parvenir. Aux derniers Jeux africains, l'Algérie s'est éloignée du podium, terminant ainsi à la 5e place au classement général malgré ses 22 en or, 30 d'argent et 34 de bronze. À Brazzaville, ce pays veut redresser la barre à en croire les déclarations de son chef de mission relayées dans le communiqué de presse de l'ambassade de l'Algérie à Brazzaville.

« L'Algérie vise le maximum de médailles aux prochains Jeux africains de Brazzaville au Congo du 4 au 19 septembre. Nous devons faire mieux qu'à Maputo en 2011 », a souligné Mohamed Djeraoui. Pour atteindre cet objectif, l'Algérie a-t-il expliqué, fera le déplacement de Brazzaville avec ses meilleurs athlètes du moment. Les représentants des fédérations ont assuré leur chef de délégation, que les athlètes algériens ont pris la mesure des compétitions qui coïncident avec les Jeux africains de 2015. « Les Jeux africains figurent dans les contrats-programmes-objectifs signés par les fédérations. Les Jeux africains d'abord, après on donnera les moyens à tout athlète qui veut participer à des tournois ou circuits mondiaux », a précisé Mohamed Djeraoui. Le Comité olympique et sportif algérien a mis à la disposition des fédérations et des athlètes concernés par les Jeux africains de Brazzaville 2015 plusieurs centres de regroupement et de préparation notamment à Souidania, Tikjda et Sétif en vue de mieux fourbir leurs armes.

Au taekwondo par exemple, les entraîneurs nationaux seniors commencent déjà à savourer le bilan du stage bloqué organisé du 21 au 28 juin à Dely Ibrahim à Alger au profit de 19 athlètes en vue de préparer la compétition de Brazzaville. Selon le communiqué de presse, 48 heures avant la fin du stage, les entraîneurs nationaux ont pu constater l'amélioration du niveau après chaque entraînement. La sélection algérienne au taekwondo sera composée de 19 athlètes dont 14 messieurs et 5 dames. Par ailleurs, en sa qualité de chef de délégation, Djeraoui a effectué une visite à Brazzaville pour s'enquérir des conditions d'hébergement, de restauration, de transport et de compétition. Pour soutenir les efforts des autorités congolaises dans l'organisation de cette compétition, l'Algérie s'est engagée à installer au village des jeux à Kintélé, un petit centre médical composé de 18 membres médecins et kinés algériens y compris.

James Golden Eloué

BASKET

Serge Ibaka expose ses projets humanitaires au ministre des Sports

La star du basket-ball congolais reçue en audience ce 1^{er} juillet par Léon Alfred Opimbat a dévoilé son projet d'investir dans le social pour aider la population démunie.



Serge Ibaka dévoilant ses projets (Photo Adiac)

Naturalisé espagnol, Serge Ibaka n'entend pas oublier ses origines. Il a en effet, à cœur l'idée de construire à Brazzaville un hôpital pédiatrique. Mais il pourrait buter sur le terrain sur lequel sera érigée la structure sanitaire. La star tient à aller au bout de son ambition pourvu qu'on lui donne l'espace. Il entend résoudre un autre problème, celui de la pénurie d'eau dans certains quartiers de Brazzaville.

Il souhaite apporter sa contribution en supportant l'arrivée des ingénieurs en la matière à Brazzaville. Serge Ibaka mettra à contribution sa fondation qui porte son nom pour faire dans les tout prochains jours un don des produits pharmaceutiques à l'hôpital de Makélékélé dans le premier arrondissement de Brazzaville. le basketteur compte sur l'appui des autorités dont le ministre des Sports pour le dédouanement de ses

containers. Par ces projets, il est en train de prouver qu'il prenait son rôle de l'ambassadeur de l'Unicef très au sérieux.

Dans le cadre du sport, le basketteur a assisté à la deuxième édition d'Ibaka's games. Le projet mis en place avec la Ligue départementale de Brazzaville en partenariat avec la Fondation Eclair, consistait à former les jeunes congolais dans la spécialité de Basketball.

Ibaka brûle par ailleurs d'envie de voir la proposition qui lui a été faite par le ministre des Sports et de l'éducation physique le désignant comme ambassadeur des jeux africains se confirmer dans un document administratif. Le 1er juillet au cours de l'audience, Léon Alfred Opimbat lui a renouvelé sa confiance. Et Serge Ibaka s'est dit très heureux. « Je suis venu rencontrer M. le ministre pour finaliser le document me nommant ambassadeur des Jeux africains. M. le ministre m'a promis que le document sera bientôt prêt. En tant que patriote, c'est un honneur de participer aux Jeux africains ici chez moi en tant qu'ambassadeur », a-t-il indiqué.

James Golden Eloué



FORFAIT ENTRETIEN: VIDANGE ACTROS À 320.000FCFA.
Exigez le meilleur pour votre Actros : pièces d'origine et techniciens qualifiés.

- > Diagnostic électronique niveau 1 gratuit
- > Contrôle et remise à niveau des fluides
- > Filtre à huile, filtre à gasoil, huile moteur



Mercedes-Benz

* Sans rendez-vous, y compris le samedi matin!



Pointe-Noire
Boulevard du Président M. NGOUABI
B.P. 697 Pointe-Noire
Tél : 05 680 86 08 / 05 607 55 01

Brazzaville
113 av Edith Lucie BONGO ONDIMBA
(ex avenue du Port) - Brazzaville
Tél : 05 647 23 74 / 05 709 18 40

rufin.lepembe@tractafrictmc.com
www.tractafrictmc-congo.com

MESSAGE DU CHEF DE L'ÉTAT

Le MLC ne décèle toujours pas l'opportunité d'un dialogue national

Le parti du sénateur Jean-Pierre Bemba dit constater que les questions soulevées par le président Joseph Kabila, dans son propos du 29 juin, notamment celles liées au cadre macro-économique, à la sécurité du territoire national et à la décentralisation, ont déjà été largement débattues lors des concertations nationales en 2013.

Dans une analyse faite le 30 juin sur la symbolique et le sens de la démarche du président de la République, Joseph Kabila, en vue d'éclairer l'opinion sur les enjeux de l'heure, exprimés dans son discours tenu la veille, à l'occasion des cinquante-cinq ans de l'indépendance du pays, le Mouvement de libération du Congo (MLC) a fait observer que toutes les questions développées dans les thématiques Economie et Finances, Gouvernance et réformes institutionnelles, Réconciliation nationale, défense et sécurité ont été coulées dans les 679 recommandations de ces assises tenues en 2013. « Et, puisque les unes doivent être réglées par le respect strict de la loi dont il est le garant ; et que les autres sortent du champ de ses compétences, ces questions ne méritent aucun intérêt allant au-delà du cadre institutionnel et constitutionnel en vigueur », a souligné la secrétaire générale du MLC, Eve Bazaïba Masudi, dans la déclaration politique faite urbi et orbi.

Se disant non partant pour le dialogue et disséquant le contenu du propos du chef de l'État à la nation, le parti du sénateur Jean-Pierre Bemba dit considérer notamment sur les élections que la gestion du calendrier électoral



La Secrétaire générale du MLC, Eve Bazaïba Masudi.

global est une compétence exclusive de la Céni, « qui est un organe indépendant dont les prérogatives ne peuvent être en aucun cas aliénées ou subordonnées à un autre organe, y compris la présidence de la République ». Il est donc de la seule responsabilité de la Céni, a souligné le MLC, de régler les questions électorales. C'est à la Céni que la question des nouveaux majeurs et celle de l'audit du fichier électoral doivent être réglées.

Pour le MLC, le financement des élections ne pouvait faire l'objet de compromis, « surtout lorsqu'il s'agit d'énervier la Constitution ». « Etant donné que ce n'est pas sur le budget d'un exercice que la Céni doit tabler pour réaliser un cycle électoral de cinq ans, le MLC tient donc pour responsables, les autorités budgétaires ainsi que l'exécutif national pour l'impréparation et l'amateurisme dans la gestion de la chose publique notamment en ce qui concerne la non prise en compte dans le budget actuel et les budgets précédents, des provisions nécessaires à la préparation des élections générales, surtout lorsque l'on sait

que le Premier ministre a connu un dépassement budgétaire de 800% et que le président de la République a, quant à lui, eu un dépassement de 200% », a souligné ce parti politique.

Pour ce qui est de la sécurisation du processus électoral, ce groupement politique, qui exige le respect des délais constitutionnels pour l'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes, a exhorté le président de la République au respect de la Constitution, des résolutions issues des concertations nationales de 2013, et des engagements personnels pris devant la communauté nationale et internationale le 23 octobre 2013 au Palais du peuple, « au risque de perdre toute crédibilité ». Le MLC a, par ailleurs, rappelé la disponibilité de la communauté internationale, comme ce fut en 2006 et en 2011, pour assister la Céni dans la réalisation des élections. « Il est donc impérieux d'activer tous les partenaires de la République susceptibles à organiser les élections dans les délais constitutionnels », a conseillé le MLC.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Le Conseil national de l'Ordre de médecins a un nouveau président

Le Dr Nsadi Mfueni, c'est sur lui que les médecins ont jeté leur dévolu pour diriger le Conseil national de l'Ordre de médecins. Il vient d'être élu au terme du 5ème Congrès ordinaire de cette corporation des médecins qui a eu lieu à l'hôtel Sultani.

Ce chirurgien prestant aux Cliniques universitaires de Kinshasa dirigera pendant cinq ans le Conseil national de l'Ordre de médecins. Il vient donc remplacer à la tête de cette corporation l'ancien président, Dr Antoine Mbutuku Bambili, dont le bureau est arrivé fin mandat.

Le nouveau comité élu a reçu des congressistes le mandat de tout mettre en œuvre pour que les résolutions du 5ème Congrès ne demeurent pas lettre morte et surtout de faire le suivi de ces résolutions. Dans son discours de circonstance, le Dr Sulu, président du comité organisateur du Congrès, a demandé au nouveau

bureau de chercher des voies et moyens de réformer l'ordonnance-loi portant création de l'Ordre des médecins de la RD Congo.

Des résolutions

Placé sur le thème : « l'Ordre des médecins et la qualité de la prise en charge medico-sanitaire en RDC », le 5ème congrès qui a été ouvert par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi au nom du chef de l'Etat a été une occasion pour les médecins congolais de réfléchir sur diverses questions liées à leur profession. C'est ainsi que durant le déroulement de travaux, les congressistes se sont appesantis sur trois sous-thèmes. Il s'agit de la prise en charge medico-sanitaire, c'est-à-dire le médecin face au malade ; la qualité de l'enseignement. Ici, il était de question de passer en revue la qualité de la formation, l'enseignement du médecin. Et le troisième sous-thème a consisté au fonctionnement et la gestion

de l'Ordre des médecins, c'est-à-dire le médecin face à sa corporation.

Après avoir décortiqué les trois sous-thèmes, des congressistes ont formulé des résolutions. Parmi celles-ci, ils ont insisté sur la nécessité de faire reconnaître les mérites des membres du Conseil national de l'Ordre des médecins, de parler de l'éthique lors de chaque journée déontologique, d'aiguiser la conscience professionnelle des médecins.

Ils se sont également résolus de bannir les actes médicaux à visée lucrative, d'instaurer les inventaires annuels dans toutes les institutions étatiques, d'améliorer le traitement des déchets médicaux, de bannir la séquestration des malades insolubles, de traduire en justice des personnes qui exercent la profession sans être inscrites à l'Ordre des médecins, de doter chaque conseil d'un siège décent etc.

Aline Nzuzi

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Facebook va ouvrir un bureau en Afrique

Le bureau sera situé à Melrose Arch à Johannesburg et vise à approfondir l'engagement de Facebook à aider les entreprises à se développer localement et régionalement.

Le bureau de Johannesburg aura pour objectif d'accompagner la croissance de Facebook sur un continent où le réseau social revendiquait 120 millions d'utilisateurs actifs en juin 2015, soit une hausse de 20 % par rapport à septembre 2014. Plus de 80 % de ces personnes se connectent à Face-

book depuis leur mobile. Facebook, indique-t-on, se concentrera dans un premier temps à faire croître ses activités dans les pays moteurs des principales régions d'Afrique sub-saharienne : Kenya (Afrique de l'Est), Nigeria (Afrique de l'Ouest) et Afrique du Sud. Par la suite, le géant américain se développera également au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda, en Zambie, au Mozambique et en Éthiopie. En outre, Facebook entend nouer des partenariats notamment avec les gouvernements, des opérateurs télécoms et des agences publicitaires pour proposer des solutions, des indicateurs et des formats publicitaires sur mesure, dans un contexte où le mobile prime.



Nunu Ntshingila, nouvelle responsable de Facebook pour l'Afrique

book depuis leur mobile. Facebook, indique-t-on, se concentrera dans un premier temps à faire croître ses activités dans les pays moteurs des principales régions d'Afrique sub-saharienne : Kenya (Afrique de l'Est), Nigeria (Afrique de l'Ouest) et Afrique du Sud. Par la suite, le géant américain se développera également au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda, en Zambie, au Mozambique et en Éthiopie. En outre, Facebook entend nouer des partenariats notamment avec les gouvernements, des opérateurs télécoms et des agences publicitaires pour proposer des solutions, des indicateurs et des formats publicitaires sur mesure, dans un contexte où le mobile prime.

Collaborer avec les entreprises locales

Nicola Mendelsohn, vice-présidente de Facebook pour la région Europe/Moyen-Orient/Afrique (EMEA) a indiqué que la dynamique observée en Afrique s'appuie sur des partenariats publicitaires solides et sur une excellente adoption des produits de Facebook dans toutes les régions. « Au premier trimestre 2015, 52 % de nos recettes publicitaires totales provenaient des régions extérieures aux États-Unis et au Canada. Mais ce n'est qu'un début. La mobilité ne saurait être considérée comme une simple

tendance : elle constitue l'évolution la plus rapide que nous ayons jamais observée dans le domaine des communications. Cela n'a d'ailleurs jamais été aussi vrai qu'en Afrique, où le téléphone mobile est le premier moyen de communication. Ce nouveau bureau constitue une étape importante pour Facebook et nos équipes qui entendent collaborer avec des entreprises sur l'ensemble du continent », a expliqué Nicola Mendelsohn.

Une offre et des solutions adaptées
Ari Kesisoglu, directeur régional EMEA de Facebook a, pour sa part, souligné que le nouveau bureau africain soutiendra les clients du réseau social dans l'ensemble du continent. « Il est nécessaire aujourd'hui de proposer une offre et des solutions adaptées pour répondre aux différents besoins sur le continent. Nous avons ainsi conçu des produits spécialement pensés pour les individus, les entreprises sur le marché africain. Notre priorité pour les prochains mois est de poursuivre nos collaborations avec certains des clients de cette région. Nous entendons ainsi travailler

plus étroitement avec des entreprises et des agences afin de bien saisir leurs problématiques et de les aider à développer leur activité. Aujourd'hui, les individus souhaitent recevoir plus d'informations sur les services et produits pouvant améliorer leur quotidien. De leur côté, les entreprises ont besoin de solutions plus efficaces, plus souples et moins fragmentées pour s'adresser aux populations de l'Afrique subsaharienne. Nous aurons pour mission de rapprocher les marques et les consommateurs en Afrique, et de créer ainsi de la valeur pour chacune des parties prenantes du processus », a précisé Ari Kesisoglu.

Une dirigeante expérimentée

Ce nouveau bureau, apprend-on, sera dirigé par Nunu Ntshingila, ancienne d'Ogilvy et qui devient en même temps responsable de Facebook pour l'Afrique. Elle intégrera l'équipe en septembre et travaillera en collaboration avec des entreprises et des agences de toute la région. Nunu Ntshingila a participé à la création du réseau d'Ogilvy en Afrique subsaharienne, qui compte 27 pays. Diplômé de l'université du Swaziland et de la Morgan State University (États-Unis), Ntshingila a également occupé des postes à responsabilités chez Nike et auprès de l'Office du tourisme d'Afrique du Sud.

Patrick Ndungidi

FPM

La 5^e édition du Forum accès au financement a tenu ses promesses

Dans le vif des échanges de la rencontre qu'a abritée l'Université protestante du Congo le 27 juin, près de quatre cents entrepreneurs actifs ont été outillés sur la manière de procéder pour se financer en évitant de se surendetter mais aussi informés à propos des innovations disponibles en termes de services bancaires. Ils ont été aussi édifiés sur le raffinement à mettre en œuvre dans le but de fidéliser la clientèle et les obligations fiscales auxquelles il convient de se soumettre pour s'assurer un meilleur rendement dans leurs sphères d'activités respectives.

Tenu à tout point de vue pour un bon outil de développement, le crédit peut s'avérer dans certains cas « un couteau à double tranchant ». Aussi, la recommandation de Patrick Nkongo et Raymond Loambo, responsables PME respectifs de la Bank of Africa (BOA) et de la Rawbank aux participants s'est voulue sans équivoque. « Il est impératif d'utiliser le crédit pour le besoin sollicité et de bien évaluer » ce dernier. C'est là l'avis crucial à respecter quitte à se prémunir de l'impossibilité de remboursement du prêt acquis. Et, question de bien gérer sa trésorerie, il faut s'assurer d'obtenir de sa banque « le plan de remboursement adapté » pour une pleine connaissance du montant et des délais de sorte à s'acquitter vis-à-vis de son créancier. Par ailleurs, il a été établi qu'un climat de confiance doit sous-tendre la relation entrepreneur-banque. Dès lors, reste de toute importance le rôle de conseiller que



Une vue de l'assistance suivant les exposés des responsables PME des institutions bancaires

cette dernière est tenue de jouer. C'est là le contexte propice pour l'orientation du client sur l'option à privilégier en fonction de sa condition du moment. De souligner ici que « le surendettement survient faute de transparence. Il n'y a pas de mal à être en relation avec plusieurs banques. Quitte à avoir la possibilité d'en évaluer les offres et de choisir la plus avantageuse tout en restant limpide sur sa situation face au commercial ».

Pour ce qui est des innovations du secteur bancaire, les propositions focalisées sur le crédit-bail et le crédit affecté d'une part, et les agents bancaires d'autre part, sont parues intéressantes. La première option mise en exergue dans l'exposé du directeur des opérations d'Oxus a révélé entre autres le principal avantage du crédit-bail. La possibilité de devenir propriétaire du bien du fait que le contrat doit prévoir une option d'achat qui le rapproche

de la location avec option d'achat (LOA). Et, pour ce qui est du crédit affecté, rattaché directement à l'exemple du crédit solaire d'Oxus RDC expérimenté depuis 2014 à Kikwit, il présente l'avantage du paiement fractionné du produit. « Les modalités mises en place vont permettre de financer son entreprise avec l'acquisition d'un bien sans avoir à le payer cash », a conclu Jacques Kabongo. Dans le même registre des innovations, le concept d'agents bancaires, tenu pour une nouveauté introduite par Finca Express, aurait déjà fait ses preuves au Kenya. Outre la proximité qu'il favorise avec les clients, le service d'agents bancaires a les avantages de la rapidité, la sécurité et de la facilité. Notons que l'agent bancaire offre généralement à ses clients le service de dépôt et de retrait d'argent sur un compte. Ainsi, installé dans un point de vente, une boutique par exemple, il augmente le flux de la clientèle, accroît la possibilité de vente-croisée. Dès lors, il est normal que ce service soit pro-

posé en fonction notamment de l'ancienneté de l'activité et de son chiffre d'affaires journalier.

Fidéliser sa clientèle

Pour ce qui est du chapitre fidélisation de la clientèle qui, dans une large mesure participe à la maximisation du portefeuille de l'entreprise, il a été préconisé, en plus de faire correspondre le prix et la qualité du produit à la qualité du service, de développer certaines attitudes. A cet effet, Martin Kayemba a recommandé de miser sur « la qualité ». De souligner ici qu'un « client satisfait est un client fidèle ». L'expert formateur a décliné dix étapes pour réussir à fidéliser sa clientèle. Comme une accroche, il a conseillé de « proposer le produit ou le service adapté dès le premier achat ». Mais de manière synthétique, il a recommandé de ne pas faire l'impasse sur les 3R, à savoir la « récompense, la reconnaissance et la romance ».

Pour couronner tous les échanges, l'environnement fiscal congolais abordé au travers de la présentation des différents impôts a été instructif. Jean Assasu, expert fiscaliste de la Direction générale des impôts (DGI), a insisté sur l'avantage à acquérir son numéro d'impôt dans les quinze jours qui suivent le début de ses activités. Unique, national et obligatoire, cet identifiant permet d'accéder à des marchés publics, aux crédits et de mener à bien les opérations de dédouanement et importation. Des obligations patronales, l'expert fiscaliste de la DGI s'est étendu sur l'Impôt sur les bénéfices et profits (IBP) et l'Impôt sur le profession-

nel sur les rémunérations (IPR), le régime d'imposition auquel sont soumises les petites et moyennes entreprises, lesquelles entrent dans l'acception « entreprises de petite taille », terme consacré par la loi en RDC. Le Centre d'impôt synthétique qui les gère perçoit 1% du chiffre d'affaires des entreprises de vente et 2% des entreprises de prestation de services. Savoir que le taux d'imposition de la petite entreprise est de 50 000 Fc par an. Jean Assasu a conclu son propos soulignant que la RDC a un sérieux problème de culture fiscale. D'exhorter alors les participants de la sorte : « les charges fiscales publiques, c'est l'affaire de tous. Nous avons tous l'obligation d'y participer si nous voulons avoir de bonnes écoles, de bons hôpitaux et de bonnes routes, c'est là la contrepartie de l'État et donc, les gouvernants ont l'obligation de pratiquer la bonne gouvernance ».

À titre de rappel, le Forum accès au financement (FAAF) organisé par le Fonds pour l'inclusion financière en RDC (FPM) s'inscrit dans le cadre de l'appui non financier apporté aux Micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Ce volet formation dont la pertinence a été démontrée au vu de l'intérêt manifesté par les participants, évalués à près de quatre cent entrepreneurs. Ainsi, la cinquième édition qui a planché sur les quatre matières susmentionnées a prouvé l'impact réel du FAAF qui s'emploie à apporter l'information et la formation utile au développement des MPME.

Nioni Masela

HÔPITAL BIAMBA MARIE MUTOMBO

Des soins gratuits au bénéfice des malades

Ces actions caritatives visent des malentendants et autres malades souffrant de myomes, de cataractes, des problèmes orthopédiques, etc.

La formation médicale située dans la commune de Masina, à Tshangu, entame, dès ce 2 juillet, la prise en charge médicale gratuite des patients souffrant de myomes et cataractes ainsi que ceux qui ont de problèmes orthopédiques et de l'ouïe. Pour les malentendants particulièrement, en plus d'exams et autres soins, ils bénéficieront de prothèses auditives.

Dans le cadre des opérations de cataracte, l'Hôpital Biamba Marie Mutombo (HBMM) reçoit une équipe de médecins spécialistes venus des États-Unis d'Amérique. Ces derniers travailleront en collaboration avec ceux de cette formation médicale qui se compte parmi les plus outillées de la ville et qui possède une expertise répondant aux standards internationaux. Dans le programme, cette équipe qui atteindra Kinshasa le 2 juillet, commencera le travail le 4. Alors que les interventions orthopédiques seront assurées par

l'Ong des femmes orthopédistes dénommée Wogo.

En gynécologie obstétricale, le Docteur Chapirot animera un séminaire sur la prévention et le traitement de myome, qui permettra également d'établir un état des lieux dans la ville-province de Kinshasa. Après la visite guidée de cette formation médicale, prévue le 3 juillet, le Dr Chapirot débutera, à partir du 4 juillet, accompagné par des médecins spécialistes qui travaillent à l'HBMM, des consultations ainsi que les interventions chirurgicales des femmes porteuses de myomes.

Des malentendants- qui ont été consultés au premier trimestre de l'année en cours, bénéficieront, du 5 au 6 juillet, des prothèses auditives dont la pose se fera par des spécialistes. Ici, l'HBMM travaille en collaboration avec Starkey earing foundation basée aux États-Unis. Le partenariat entre les Fondations Mutombo Dikembe et Starkey a déjà procédé à plusieurs actions gratuites à l'HBMM au bénéfice des malentendants, notamment la consultation et le traitement ainsi que la pose des prothèses auditives pour ce dont

l'état avait commandé le port de ces implants.

Par ailleurs, cette formation médicale a également reçu des équipes de spécialistes en gynécologie et urologie venues du Sénégal et de France qui ont procédé aux interventions urogénitales en faveur des femmes porteuses de fistules. L'institution médicale a offert ses équipements et ses installations pour ces opérations soutenues par le Fonds des Nations unies pour la population. Les médecins de l'HBMM- qui ont été appelés à suivre tous ces malades, ont également participé à toutes ces opérations.

L'HBMM fait également des descentes sur terrain afin de mener certains actes en faveur de la population. Il s'agit, pour cette formation médicale, de procéder à certains examens gratuits (ten-



Une opération de pose de prothèses auditives à l'HBMM/Photo Adiac.

sion artérielle, respiration, sang, etc.) et de sensibiliser la population sur certaines situations en vue de lui permettre d'éviter certaines maladies courantes. Ces actions caritatives, rappelle-t-on, sont menées sur l'initiative du chairman de la Fondation Mutombo Dikembe, l'ancienne star

de la NBA, Jean Jacques Mutombo Dikembe, dont des contacts à l'étranger visent à aider le peuple congolais incapable de se faire soigner. Ce qui répond à la vision de cette fondation et de son hôpital installé à Kinshasa, de changer la vision des soins de santé en RDC.

Lucien Dianzenza

CONNEXION KIN

Le KVS n'est désormais plus seul aux commandes

Avec la 6^e édition, qui se tiendra du 2 au 12 juillet à Limete, commence une nouvelle ère du Festival international des arts de Kinshasa coproduit par les Studios Kabako en partenariat avec Kin Art Studio et K-Mu Théâtre.

Producteur exécutif, l'association Plateforme Contemporaine travaille en synergie avec une nouvelle configuration du comité organisateur qui a effectué certains réaménagements. L'on sait désormais que pour la présente édition qui se tient après la pause de l'année dernière, Connexion Kin établit ses quartiers en cité, plus précisément à Limete. Cette délocalisation a été l'un des sujets évoqués dans les détours du point de presse tenu à la 13^e rue, au Lycée Mama Diankeba le 30 juin en fin de matinée. Vitshois Mwilambwe, Toto Kisaku, Paul Kerstens et Faustin Linyekula, délégués respectifs du K-Mu Théâtre, de Kin Art Studio, du KVS et des Studios Kabako, se sont entretenus avec les médias dans l'enceinte de l'école qui abritera la quasi moitié de la programmation. En outre, les partenaires précités sont intervenus dans l'élaboration de la programmation mais ont aussi « repensé ensemble le concept du festival dans son intégralité ». Il reste qu'il manquait au panel des intervenants Jan Goossens du KVS et Virginie Dupray des Studios Kabako.

Le festival qui a gagné en notoriété en cinq ans d'existence avait jusque là pour sites majeurs l'Institut Français, Halle de la Gombe et le Centre Wallonie-Bruxelles.



Vitshois Mwilambwe, Toto Kisaku, Paul Kerstens et Faustin Linyekula face aux médias

C'est question de créer une plus grande proximité avec le public kinoïse auquel il voudrait se connecter que Connexion Kin a quitté la commune de la Gombe pour celle de Limete. Cette dernière a la première avantage d'être traversée par le Boulevard Lumumba et de se trouver sur le parcours qui conduit aux communes de Lemba, Matete, Ndjili, jusqu'à Kimbanseke et Masina et au-delà, à l'aéroport de Ndjili. Dès lors, Connexion Kin entend réunir un public plus large et plus hétéroclite que les habitués des centres culturels susmentionnés. Même si certains des spectacles des éditions précédentes avaient eu pour cadre des espaces culturels plus petits et plus informels de la ville, la configuration et la facilité d'accès des deux sites de Limete, à savoir l'école et la Place commerciale de la 7^e rue reste un atout.

Pour cette édition, quitte à manifester clairement sa volonté de créer une grande proximité et par-delà une interaction avec le public, Connexion Kin a pris l'option de « réaliser trois créations

importantes dans et avec Limete ». D'éminents artistes à l'instar notamment de Freddy Tsimba, Toto Kisaku, Vitshois Mwilambwe, Besson de la rue, Fransix Tenda et Violet Nantume ont pris part à cette aventure.

Signalons que l'ouverture du festival est prévue autour d'« un grand bal avec DJ Spilulu de Lubumbashi », annonce l'organisation. Le concert annoncé pour le jeudi 2 juillet à 19h occupera la partie centrale de la réputée Place commerciale à la 7^e rue. Le lieu est aménagé afin de servir de cadre privilégié aux concerts. En effet, multidisciplinaire, Connexion Kin fait la part belle aux artistes et aux spectacles, des Congolais d'ici et d'ailleurs mais aussi aux productions d'Afrique et d'autres pays du monde. Il est émaillé de rencontres et des débats qui se tiendront dans un cadre informel, des expositions à ciel ouvert, des spectacles divers de danse et des concerts programmés entre 19h et 20h qui clôtureront chacune des journées.

Nioni Masela

DIALOGUE

Mgrs Laurent Monsengwo et Marini Bodho, virtuels médiateurs

Le chef de file de l'opposition nationaliste, Steve Mbikayi a proposé mardi une co-médiation 100% congolaise composée de ces deux personnalités religieuses pour conduire les travaux.

Dans son adresse à la nation le 29 juin dernier, Joseph Kabila a tranché sur la proposition d'une médiation étrangère censée piloter le dialogue. Il n'en sera pas question. Le Chef de l'Etat s'est, en fait, référé aux avis et considérations de ses différents interlocuteurs pendant les consultations. Si, certains dans la classe politique, ne partagent pas cette perception, d'autres - et ils sont plusieurs -, appuient une telle approche privilégiant une médiation exclusivement nationale. Là-dessus, l'opposition paraît divisée sur la voie à suivre. L'opposition extrémiste incarnée par le trio MLC-UNC-ECIDE continue à faire une fixation sur le schéma édicté par l'Accord-cadre d'Addis-Abeba entérinant la médiation internationale pendant que celle modérée pilotée par le Parti travailliste de Steve Mbikayi soutient la vision de Joseph Kabila.

Pour cette frange de l'opposition qui considère la communauté internationale comme « un club de colonisateurs des temps modernes », il y a de quoi relativiser sa neutralité dans de telles assises au regard surtout de ses prises de position partisans par rapport à la marche du pays. Elle invite les Congolais à « arrêter avec la politique de la main tendue envers ceux qui prétendent aider la RDC avec l'argent pillé à travers les multinationales ». Des noms sont déjà cités comme probables médiateurs du dialogue inter congolais. La tendance est de chercher l'oiseau rare dans le cercle des ecclésiastiques. Le cardinal Laurent Monsengwo qui jouit d'une grande expérience en cette matière pour avoir dirigé avec brio la conférence nationale souveraine pendant la deuxième République, paraît avoir les faveurs des pronostics.

A côté de lui, un autre leader religieux en la personne de Monseigneur Marini Bodho de l'église protestante est aussi abondamment cité comme virtuel médiateur. Toutefois, il en est des observateurs qui soutiennent l'idée d'une co-médiation pilotée par ces deux personnalités religieuses. Cette option est cependant loin de recueillir l'unanimité dans une opinion publique réputée très critique envers les ecclésiastiques présentés, à tort ou à raison, comme proches du pouvoir. « Si les Congolais n'inspirent pas confiance à certains d'entre nous, la Nouvelle classe politique et sociale propose alors que l'on fasse appel à un digne fils d'Afrique », a réagi Steve Mbikayi lors de l'inauguration du siège de son parti à Limete. Cette nouvelle plate-forme de l'opposition pense que l'ancien patron de l'Organisation internationale de la francophonie, le Sénégalais Abdou Diouf, répond au profil.

Alain Diasso

DISPARITION

L'icône congolaise du football Pierre Kalala s'est éteint

Auteur de l'unique but victorieux des Léopards de la RDC en finale de la Coupe d'Afrique des nations 1968 à Addis-Abeba en Ethiopie contre le Ghana, l'icône du football congolais Pierre Kalala Mukendi alias Yaoundé a choisi la mémorable journée du 30 juin 2015 qui marque le 55^e anniversaire de l'Indépendance du Congo-Kinshasa pour s'éteindre. L'ancien canonnière du Tout puissant Mazembe de Lubumbashi est décédé en Afrique du Sud.

Né en 1939 au Katanga, Pierre Kalala Mukendi a fait ses débuts à l'US Panda, avant d'intégrer le TP Englebert (qui devient TP Mazembe en 1971) d'Elisabethville (actuelle Lubumbashi) à la fin des années 1950. En 1964, il fait partie de la sélection nationale, « Les Lions » aux Jeux des Tropiques à Yaoundé au Cameroun. La RDC est battue en finale par le Cameroun par un but à deux. Kalala inscrit l'unique but des Lions. Auteur de beaucoup de buts au cours

de cette compétition, les férus du football lui colle le surnom de « l'Homme de Yaoundé ». Pierre Kalala prend part à la 5^e édition de la Coupe d'Afrique des nations en Tunisie avec les Lions en 1965, profitant du désistement du Soudan. En dépit des buts de Kalala (les premiers buts de la RDC à la CAN), les Congolais de Kinshasa qui sont à leur première expérience rentrent bredouilles au pays. En 1967, Kalala amène le TP Mazembe -qui vient de remporter le championnat national- pour la première fois en Coupe d'Afrique des clubs champions (C1). Et les Corbeaux remportent le trophée aux dépens d'Ashanti Kotoko de Kumasi du Ghana (1-1 à Kumasi et 2-2 à Kinshasa). Mazembe gagne par tirage au sort selon le règlement en vigueur à l'époque, par forfait contre Ashanti qui ne se présente pas à Yaoundé choisi comme terrain neutre pour le match de barrage.

Et en 1968, Pierre Kalala offre donc le sacre de la CAN à la RDC grâce à un but d'anthologie en



Pierre Kalala Mukendi

finale le 21 janvier 1968, un long centre dont il fait un contrôle orienté de la poitrine avant de fusiller le gardien de but ghanéen. Alors qu'il offre le sacre à la sélection, Pierre Kalala amène par ailleurs Mazembe à rafler le deuxième titre d'affilée de la C1, en battant en finale l'Etoile Filante de Lomé (Togo). Les Corbeaux du Katanga gagnent à Kinshasa

par cinq buts à zéro, et perdent à Lomé par quatre buts à un. Pierre Kalala et Mazembe ont cependant perdu les finales de la Coupe d'Afrique des clubs champions, en 1969 contre Ismaily d'Egypte (2-2 à Kinshasa, 1-3 au Caire) et en 1970 contre Ashanti Kotoko (1-1 à Kumasi, 1-2 à Kinshasa en janvier 1971). Pierre Kalala range ses crampons au milieu des années 1970 pour embrasser la carrière d'entraîneur. Il dirige Mazembe (avec des joueurs comme Kazadi, Masengo Ilunga alias Eloko, Mutuale, Nyenge, Mukoji, Mwelwa, etc.) au sacre de la Coupe d'Afrique des vainqueurs des coupes (C2 à l'époque) en 1981 contre Africa Sport d'Abidjan (3-1 à Kinshasa et 1-0). Ensuite, il sera entraîneur de Bilima (redevient Dragons), FC Sozacom, l'IC Onatra, etc. et remplira aussi les fonctions de sélectionneur des Léopards de l'ex-Zaïre, de directeur technique national pendant plusieurs années. Il est d'ailleurs directeur technique lorsque les

Léopards baptisés Simba en 1998 s'offrent la troisième place à la CAN 1998 au Burkina Faso. Son état de santé va l'éloigner progressivement du monde du sport, avant finalement d'être évacué en Afrique du Sud pour des soins. Il tire sa révérence quelques mois après la mort de ses anciens coéquipiers en sélection et au TP Mazembe, le milieu de terrain Léonard Saidi (retrouvé mort dans sa maison en Belgique) et Joseph Ilunga Mwepu (décédé à Kinshasa).

A l'annonce de sa mort, les anciens Léopards champions d'Afrique 1968 et 1974 dont il faisait partie ont convoqué une réunion extraordinaire le mercredi 1^{er} juillet à leur siège situé en la résidence de Nicodème Kabamba Kabengu dans la commune de Barumbu à Kinshasa, annonce Alain Makengo de la Ligue sportive pour la promotion et la défense des droits de l'homme.

Martin Engimo

ALIMENTATION ET SANTÉ

Les œufs, source de protéines animales

L'œuf, du latin «ovum», est étymologiquement un corps organique sphérique ou oblong produit et pondu par la plupart des animaux pluricellulaires. Cependant, c'est l'œuf « standard », donc le plus consommé qui nous intéresse. Il s'agit de l'œuf de poule. Cet œuf a un poids moyen de 60 g dont 6 g de coquille formée pour l'essentiel de carbonate de calcium. L'intérieur de cet œuf est composé du blanc ou « albumen » avec un poids approximatif de 35 g et son « jaune » ou « vitellus » qui pèse environ 15 g.

Composition chimique de 100 g d'œuf

On y trouve l'eau avec 65,5 à 75 g ; des protéines 12 à 14 g ; des lipides (graisses) 10,5 à 12 g ; glucides (sucres) 0,6 à 0,9 g, sels minéraux 1,85 g (coquille 9,1 g), vitamines A, D, E, B1, B2. Il sied de préciser que l'albumen (blanc) renferme 88 % d'eau et environ 10 % de protéines alors que le vitellus (jaune) qui ne pèse que 15 g renferme 50 % d'eau, 17 % de protéines et 33 % de lipides.

En dehors des protéines qu'il renferme en quantité satisfaisante et qui contiennent les 8 acides aminés essentiels, l'œuf est une bonne source de vitamines liposolubles (A, D, E) et hydrosolubles (B1, B2).

Pour rappel, les acides aminés ou aminoacides sont les éléments de base des protéines. Les protéines de l'œuf sont généralement reconnues comme protéines de référence pour les mammifères en croissance. Les minéraux sont malheureusement concentrés dans la coque qui n'est pas consommable. Entre tous les pourvoyeurs de protéines animales, l'équivalence ne donne que deux œufs = 100 g de viande = 100 g de poisson.

Les bienfaits de l'œuf sont donc comparables à ceux de la viande ou des produits de la mer. Il est vrai qu'il est dépourvu des vitamines C (acide ascorbique), B6 (pyridoxine) ou PP (niacine), mais on peut dire que l'essentiel des fonctions des vitamines sont assurées à savoir la croissance, l'absorption et la fixation osseuse, le bon fonctionnement des cellules, le bon état musculaire et nerveux...

On dit de l'œuf qu'il est difficile à digérer mais il suffit de le faire entrer dans une préparation culinaire pour le cuire. Ce qui est en revanche plus difficile à digérer, c'est le blanc d'œuf cru. Seulement en cas de taux de cholestérol élevé, il convient tout simplement de limiter la consommation d'œufs à 2 œufs deux fois par semaine.

En effet, la quantité de cholestérol est très importante dans le jaune. Soit 300 mg par œuf.

Pour une bonne santé, la recommandation est de manger en alternance les œufs, les viandes et les produits de la mer une à deux fois par jour.

Par Ange Koukou,

Président de l'Association pour la promotion des industries agroalimentaires au Congo (APIAC)

L'association « Li Kuilu » engagée culturellement

Cette ambition de l'association apolitique « Li Kuilu » (mot en langue vili traduit par « Le Kouilou » en français) passe, entre autres, par la revalorisation des valeurs ancestrales et de l'héritage culturel, a souligné son président Camille Bouiti Tati, lors de la sortie officielle de cette organisation qui a eu lieu le 28 juin dans la salle du Forum Mbongui à Pointe-Noire.

Rituel Nguli bass, musique, chants et danses traditionnelles ont ponctué cette grande cérémonie qui intervient finalement deux ans après la création de l'association. L'activité a réuni les fils et filles du terroir. Ceux-ci, venus des six sous-préfectures du département du Kouilou et de tous les arrondissements de Pointe-Noire ont pris d'assaut la salle du Forum mbongui ornée de banderoles représentant les effigies des fils du terroir (SRI Simon Lassé Zéphirin, Monseigneur Godfroy Emile M'Pwati, le roi Mä Loango..., Stéphane Tchitchelle, Jean-Félix Tchicaya, Tchicaya U'Tamsi et bien d'autres) ayant marqué l'histoire du pays sur tous les plans. Des figures qui devraient servir de repères devraient être perpétuées.

Les fils et filles du Kouilou n'ont pas voulu rester insensibles devant la perte des valeurs culturelles et la crise des repères culturels, politiques et économique qui constituent de véritables menaces sur l'âme du terroir. C'est donc la volonté commune de pouvoir revisiter l'histoire, les valeurs ancestrales, l'héritage culturel et



Les membres du bureau de Li Kuilu lors de la sortie officielle

religieux reçu des ancêtres, que l'association Li Kuilu a été créée. Ces valeurs, gage d'un avenir meilleur, devraient être revalorisées, défendues, promues et pérennisées.

«Le Kouilou est un foyer de civilisation qui voit fleurir les vertus les plus grandes où l'on apprend à mieux se connaître, à mieux aimer, à mieux servir le Congo. Mais lorsque l'on regarde les bouleversements qui surviennent aujourd'hui, on est en droit de se poser quelques questions. Où sont passés nos rites de communion avec les ancêtres, mânes et génies du Kouilou ? Où sont passées nos institutions ancestrales du Tchikumbi, du Nguli bass ? Où sont passées nos journées culturelles traditionnelles? Bref, qu'est devenu ce qu'on peut appeler le modèle culturel du Kouilou ?», s'est interrogé Camille Bouiti Tati dans son allocution.

La vision de « Li Kuilu » se fonde sur l'espérance en un avenir meilleur pour Pointe-Noire et

le Kouilou, deux départements culturellement et historiquement indissociables, le président de l'association ainsi que les autres intervenants qui se sont exprimés en différentes langues du terroir (Vili, Yombé, Lindji, Lumbu...) ont invité l'auditoire à la fraternité, l'amour, l'unité, la solidarité ; à lutter contre la dépravation des mœurs et à œuvrer pour le bien-être de la collectivité.

Par ailleurs, en vue de contribuer à la lutte contre la pauvreté surtout que la région du Kouilou regorge d'énormes richesses et potentialités, l'association a élaboré un cahier de charge pour un plan de développement économique et social du Kouilou qui sera présenté aux élus locaux et nationaux. Il comporte entre autres engagements : l'implantation d'une université de qualité au Kouilou ; la formation dans les métiers à forte valeur ajoutée technique ; le désenclavement du Kouilou, la réalisation du projet du barrage de Sounda.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

Séraphin Bhalat, installé dans ses fonctions de directeur général

La passation de service entre Pascal Ngotene, directeur général sortant et Séraphin Bhalat, directeur général entrant a eu lieu le 29 juin au siège social du Port autonome de Pointe-Noire en présence de Roger Bruno Constant Ongoli, directeur de cabinet du ministre d'Etat, ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande.

Nommé par décret présidentiel n° 2015-628 du 26 juin 2015, Séraphin Bhalat, le nouveau directeur général du Port autonome de Pointe-Noire a été installé dans ses fonctions par le directeur du cabinet du ministre d'Etat, ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande en présence du personnel de cette administration et de la communauté portuaire.

Après la lecture du procès verbal de la cérémonie d'installation, la signature des documents, le nouveau directeur général a reçu des mains de son prédécesseur les documents de travail avant d'être déclaré installé dans ses fonctions par le directeur de cabinet du ministre d'Etat.

Pascal Ngotene, le directeur

général sortant a remercié ses collaborateurs qui l'ont accompagné pendant sa mission à la tête du Port autonome de Pointe-Noire avant de souhaiter les vœux de réussite au directeur général entrant.

En prenant ses fonctions, Séraphin Bhalat, a dit « Je vais d'abord remercier le président de la République pour cette confiance qu'il m'a renouvelée à la tête

de cette structure que l'on peut considérer comme un poumon de notre économie sur la chaîne de transport avec le port autonome de Pointe-Noire, le Cfco, les ports fluviaux. » Et d'ajouter, « nous avons suivi les chiffres mais cela ne doit pas nous émouvoir. Nous avons là un outil de l'Etat qui appartient au peuple congolais. Nous devons redoubler d'effort pour poursuivre l'augmentation de la capacité d'autofinancement du port parce que nous devons faire face à des défis ».



Séraphin Bhalat signant les documents (à droite le Dg sortant) crédit photo>Adiac'

Le nouveau locataire du Port autonome de Pointe-Noire a reconnu le travail accompli par ses prédécesseurs qui ont tour à tour dirigé cette structure et qui ont perpétué des efforts d'investissements propres à l'entreprise. Il entend améliorer les capacités d'accueil de sa structure parce qu'il y a la concurrence qui arrive au niveau de la sous-région. Pour ce faire, Séraphin Bhalat demande à tous les collaborateurs d'avoir un esprit d'ouverture. «Ma porte sera ouverte à tout le monde. Beau-

coup de loyauté parce que nous devons poursuivre le travail que vous avez déjà commencé depuis plusieurs années. Et comme vous le savez, le président de la République nous exhorte davantage à plus de travail cette année et nous devons donner les preuves à la fin de l'année et les années à venir», a-t-il renchéri.

De nombreux défis (les projets stratégiques, les projets en cours d'exécution ou programmés et les affaires courantes) attendent le nouveau directeur général. Ils

sont contenus dans les documents de travail remis au directeur général entrant. Ce sont entre autres : l'étude du plan directeur et de l'extension du port, les travaux d'aménagement des deux ports secs à Tchamba Nzassi et à Liambou, la construction d'un terminal minéralier pour la potasse, la construction d'un terminal minéralier pour le fer, la construction des quais, la réhabilitation et l'extension du réseau routier, la construction d'une ligne électrique de 30 kilovolts sur le circuit de la SNE reliant le port, l'étude sur la compétitivité du port et de ses corridors, l'étude sur les coûts des passages portuaires, l'étude sur la facilitation du passage portuaire, l'étude sur l'élaboration du plan d'action environnemental, l'étude sur les conditions de livraison des marchandises, la construction d'un immeuble abritant le siège social du Port autonome de Pointe-Noire, les travaux de modernisation et d'assainissement des routes du port...

En clôturant la cérémonie de passation de service, Roger Bruno Constant Ongoli, a souhaité bon vent au directeur général entrant.

Hervé Brice Mampouya

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Trois décrets présidentiels portant : création, attributions et organisation ; création attributions et organisation de la commission préparatoire ; nomination des membres de la commission préparatoire du Dialogue national

DECRET N°2015 - 658

DU 1^{er} juillet 2015

Portant création, attributions et organisation du dialogue national 2015

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret no 2012-2015 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

CHAPITRE I : De la création et des attributions

Article premier : Il est créé un cadre de concertation nationale inclusif, sur les questions d'intérêt général, dénommé dialogue national 2015.**Article 2** : Le dialogue national 2015 est convoqué par décret du Président de la République.**Article 3** : Le dialogue national est chargé d'examiner les questions relatives à :

- la gouvernance électorale ;
- la réforme des institutions.

CHAPITRE II : De l'organisation

Article 4 : Les participants au dialogue national 2015 sont des délégués des partis politiques, de la société civile, des confessions religieuses, des institutions constitutionnelles, des administrations publiques ainsi que des autres forces vives de la nation.**Article 5** : La liste définitive des participants est établie par décret du Président de la République sur proposition du ministre de l'intérieur après consultation des parties concernées, énoncées à l'article 4 ci-dessus.**Article 6** : Le dialogue national 2015 est doté d'un présidium structuré ainsi qu'il suit :
un Président désigné par le Président de la République ;
un Premier vice-président issu des partis de la Majorité présidentielle ;
-un Deuxième vice-président issu des partis de l'Opposition ;
-un Troisième vice-président issu des partis du Centre ;
un Secrétaire rapporteur issu du Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo ;
un Secrétaire rapporteur adjoint issu de la Société civile ;
un Trésorier issu du ministère de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration ;
un Secrétariat dont les membres sont issus de l'administration publique.**Article 7** : Les autres modalités d'organisation ainsi que celles régissant le déroulement des travaux du dialogue national sont définies dans le règlement intérieur qui sera adopté par les participants.

CHAPITRE III : Dispositions diverses et finales

Article 8 : Les frais d'organisation et du déroulement des travaux sont à la charge du budget de l'Etat.**Article 9** : Les conclusions des travaux du dialogue national sont transmises au Président de la République par le présidium pour suite à donner.**Article 10** : Le dialogue national 2015 peut faire appel à tout sachant.**Article 11** : Le présent décret seraDECRET N°2015 - 659 DU 1^{er} juillet 2015

Portant création, attributions et organisation de la commission préparatoire au dialogue national 2015

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°

portant création, attributions et organisation du dialogue national 2015 ;

Vu le décret n° 2012-2015 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

CHAPITRE I : De la création et des attributions

Article premier : Il est créé une commission préparatoire au dialogue national 2015.**Article 2** : La commission préparatoire au dialogue national 2015 est chargée de préparer les actes nécessaires à la tenue des assises du dialogue national 2015.

CHAPITRE II : De l'organisation

Article 3 : La commission préparatoire au dialogue national 2015 comprend une coordination et des sous-commissions.**Article 4** : La coordination de la commission préparatoire est composée de :

- un président ;
- un vice-président ;

- un secrétaire rapporteur ;
- un trésorier.

Article 5 : La commission préparatoire est composée des sous-commissions ci

après :

- réforme des institutions ;
- gouvernance électorale ;
- investiture, règlement intérieur et calendrier des travaux ;

Article 6 : Les sous-commissions sont composées chacune de :

- un président ;
- un vice-président ;
- un rapporteur ; un secrétaire ; des membres.

Article 7 : Les membres de la commission préparatoire au dialogue national, sa coordination ainsi que les membres des bureaux des sous-commissions sont nommés par décret du Président de la République.

CHAPITRE II I: Dispositions diverses et finales

Article 8 : Les frais de fonctionnement de la commission préparatoire au dialogue national sont à la charge du budget de l'Etat.**Article 9** : la commission préparatoire au dialogue national peut faire appel à tout sachant.**Article 10** : Le présent décret sera enregistré, publié au journal officiel et communiqué partout où besoin sera.DECRET N° 2015 - 660 DU 1^{er} juillet 2015

Portant nomination des membres de la commission préparatoire au dialogue national 2015

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, Vu la constitution ;

Vu le décret n°.....

portant création, attributions et organisation du dialogue national 2015 ;

Vu le décret n°...portant création, attributions et organisation de la commission préparatoire au dialogue national 2015 ;

Vu le décret no 2012-2015 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

Article premier : Sont nommés membres de la commission préparatoire au dialogue national 2015, les personnes dont les noms et prénoms suivent :

I- COORDINATION

-Président : BONGOUANDE

Emile Aurelien

-Vice-Président : NGUELE Lamyr

-Secrétaire-rapporteur : BATBI

énoît

-Trésorier : OBONGO née Brigitte

OBA

II- MEMBRES

1. BOUKA Henri	Marcelin
2. EVOUNDOU Antoine	26.EKOKA Samuel
3. LOUNDOU Henri	27.DOMBE Guy Germain
4. BOMPEKOU Guillaume	28.ONDONGO Casimir
5. MA TONDO Rosalie	
6. APOYOLO Maryse Chantal	29.OY ALMImartin
7. TCHIBINDA NGOMA Delphin	
8. OLLAMBA GOMES Paul Nicolas	30.AMA Maurice
9. MBANMI arcel	31. MOKOKO Antonin
10. OLOLO Gaston	32.ITOUA Serges
11. OUAVELAKEDGI eorges	33.OLLANDET Jérôme
12. KAMBA Jean-Marie Melfon	34.PAKOU NGAKOSSO Arnaud
13. BEMBA Léon	35.OKOUYA Edouard Denis
14. NGAFOUOMO Charles	36.MOLAMOU Antonin
15. NGUIE Paul Stanislas	
16. MBAMA Jean	
17.IKOUROU YOKA Pauline	
18. NGONO Emmanuel	
19. MOYEN Godefroy	
20.TCHIKAYA Bernard	
21. KAMA NIAMAYOYA Rosalie	
22.LOUMOUAMOU Georges	
23.BININGA Aimé	
24.ONDELE Séraphin	
25.DZOUMANGUELET Henri	

communiqué partout où besoin sera.

2015 - 660

Fait à Brazzaville, le 1^{er} juillet 2015

Par le Président de la République

Denis SASSOU-N'GUESSO. -

Le Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration

Gilbert ONDONGO. -